

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**p 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1564 - 3 juillet 1998 - prix : 9 F

## **Sida, épidémies et misère dans le monde :**

**Un virus  
à éradiquer :  
celui du  
capitalisme**



**ALGÉRIE :**

**l'assassinat de Lounès Matoub  
et les craintes du pouvoir** (page 16)



# SOMMAIRE

## Leur société

- 4 - Les 35 heures : et la hausse des subventions aux patrons
  - La réforme de l'ISF
- 5 - Gauche plurielle : passe d'armes à fleurets mouchetés
  - Allègre aux grandes entreprises et aux chercheurs : enrichissez-vous!
  - PME/PMI : un paravent du grand capital
- 6 - Les riches, de plus en plus riches...
- 7 - Lorraine : le Conseil régional arrose le patronat
  - Violences policières à Aubervilliers

## Tribune

- 6 - Algérie : après le temps des assassins, celui de la révolte...

## Dans le monde

- 8 - États-Unis : crime raciste au Texas
  - Israël : les faits accomplis de Nétanyahou
- 9 - Chine : le voyage de Clinton
  - Afrique australe : Chirac, un VRP en visite
- 16 - Algérie : l'assassinat de Matoub Lounès

## Dans les entreprises

- 10 - CHU de Grenoble : un conseil d'administration pas comme les autres
  - Hôpital Esquirol - Limoges : le service de radio toujours sur la sellette
- 11 - Chèques postaux - Orléans La Source : des conditions de travail qui se dégradent
  - Caisses d'Épargne : grève chez l'Écureuil
- 12 - Hispano - Colombes et Bois-Colombes : un recul de la direction
  - Nettoyage GSF à Aluminium Dunkerque : 2<sup>e</sup> semaine de grève
  - ELM Leblanc - Drancy (93) : les 35 heures : arnaque en gros
- 13 - France Glaces Findus - Beauvais : flexibilité à outrance
  - Sollac-Montataire (Oise) : horaires excessifs
  - Alcatel - Colombes (92) : six licenciements qui ne passent pas!

## Histoire

- 14 - Il y a 60 ans : la dissolution du PC polonais par Staline

## Lire

- 15 - *L'esclave libre*, un livre de Robert Penn Warren
  - Réédition : *Les derniers temps*, de Victor Serge

# VENEZ RENCONTRER LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

Durant tout l'été, les militants de Lutte Ouvrière iront dans différentes régions à la rencontre de celles et ceux qui souhaitent mieux connaître le parti d'Arlette Laguiller, qui souhaitent discuter avec nous de la situation qui est faite à la population laborieuse, de la politique des gouvernements en la matière et du bilan du gouvernement Jospin, et des mesures qui permettraient de mettre fin une fois pour toutes aux chômage.

Douze mois après l'installation du gouvernement de la gauche dite «plurielle», il faut bien constater que le sort des travailleurs et de la population laborieuse n'a pas vraiment changé.

Les chiffres du chômage tournent autour de 3 millions et, si l'on ajoute ceux qui n'ont que des petits boulots, précaires ou à temps partiel, ce sont 6 à 7 millions d'hommes et de femmes qui vivent dans la gêne et, pour certains, dans la misère. Cela n'est ni normal, ni juste, ni logique.

Ce n'est pas juste, car dans le même temps les riches deviennent plus riches, la Bourse bat record sur record.

Ce n'est pas logique car, alors que les capacités, la compétence, l'intelligence de millions de femmes et d'hommes sont ainsi laissées en friche, les besoins de la collectivité sont loin d'être satisfaits. On manque de locaux et d'enseignants pour accueillir les jeunes dans de

bonnes conditions; à l'aube du troisième millénaire, alors que la science a fait des progrès considérables, la possibilité d'accéder aux soins se réduit pour ceux qui n'ont pas les moyens de payer; on réduit les transports en commun et on se plaint que la pollution augmente.

Non, tout cela n'est pas normal.

Mais le gouvernement de gauche ne fait rien de sérieux pour que cela change vraiment. Certes, ce gouvernement n'est pas responsable du chômage; mais il ne prend pas les mesures radicales, énergiques, qui permettraient de le supprimer. Le chômage est une véritable catastrophe sociale qui nécessite que l'on prenne des mesures de salut public.

Le gouvernement de gauche n'ose pas s'attaquer aux riches, aux capitalistes. Pire même, il continue à les subventionner. Non, le gouvernement qui a été élu par les travailleurs et la population laborieuse ne va pas dans le bon sens. Nombre de travailleurs, nombre de militants de la classe ouvrière le constatent.

Alors quoi faire et comment? Nous vous proposons de venir en discuter avec nous.

Nous publions ci-dessous les premières étapes de nos parcours. Dans les prochains numéros de *Lutte Ouvrière*, nous donnerons d'autres précisions sur nos itinéraires en Picardie, dans le Nord, en Bretagne, dans le Midi, et dans plusieurs autres régions.

## CHAMPAGNE-ARDENNES

**Vendredi 3 juillet :**  
VRIGNE-AUX-BOIS (Ardennes)

**Samedi 4 juillet :**  
SEDAN - Réunion publique à 15 h à l'amphithéâtre Pierre Mendès-France, Corne de Soissons

**Lundi 6 juillet :**  
LIGNY-EN-BARROIS

**Mardi 7 juillet :**  
BAR-LE-DUC (Meuse)

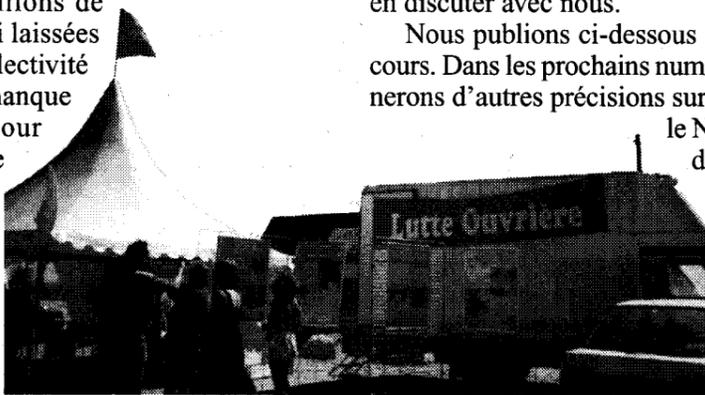
**Mercredi 8 juillet :**  
CHAUMONT (Haute-Marne)

**Jeudi 9 juillet :**  
SAINT-DIZIER (Haute-Marne)

**Vendredi 10 juillet :**  
SAINT-DIZIER - Réunion publique à 18 heures à la Bourse du Travail

## LORRAINE

**Lundi 6 juillet :**  
SARRABLE (Moselle)



**Mardi 7 juillet :**  
FAREBERSVILLER (Moselle)

**Mercredi 8 juillet :**  
SAINT-AVOLD (Moselle)

**Jeudi 9 juillet :**  
FREYMING-MERLEBACH (Moselle)

**Vendredi 10 juillet :**  
SARREGUEMINES (Moselle)

**Samedi 11 juillet :**  
BEHREN-LES-FORBACH (Moselle)

**Lundi 13 juillet :**  
REMIREMONT (Vosges)

**Mardi 14 juillet :**  
GÉRARDMER (Vosges)

**Mercredi 15 juillet :**  
EPINAL (Vosges)

**Jeudi 16 juillet :**  
EPINAL (Vosges)

**Vendredi 17 juillet :**  
VITTEL (Vosges)

## NORMANDIE

**Lundi 6 juillet :**  
VIRE (Calvados)

**Mardi 7 juillet :**  
LISIEUX (Calvados)

**Mercredi 8 juillet :**  
DIVES-SUR-MER (Calvados)

**Jeudi 9 juillet :**  
MONDEVILLE (Calvados)

**Vendredi 10 juillet :**  
CARPIQUET (Calvados)

**Samedi 11 juillet :**  
FLERS (Orne)

**Lundi 13 juillet :**  
LOUVIERS et PACY-SUR-EURE (Eure)

**Mercredi 15 juillet :**  
GAILLON (Eure)

**Jeudi 16 juillet :**  
EVREUX (Eure)

**Vendredi 17 juillet :**  
SAINT-MARCEL (banlieue de Vernon - Eure)

## AIN-HAUTE-SAVOIE

**Lundi 6 juillet :**  
CHAMBÉRY (Savoie)

**Mardi 7 juillet :**  
ALBERTVILLE (Savoie)

**Mercredi 8 juillet :**  
SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE (Savoie)

**Jeudi 9 juillet :**  
TANINGES (Haute-Savoie)

**Vendredi 10 juillet :**  
BONNEVILLE (Haute-Savoie)

**Samedi 11 juillet :**  
ANNEMASSE (Haute-Savoie)

**Dimanche 12 juillet :**  
EVIAN-LES-BAINS (Haute-Savoie)

**Lundi 13 juillet :**  
ANNECY (Haute-Savoie)

**Mercredi 15 juillet :**  
OYONNAX (Ain) et NANTUA (Ain)

**Jeudi 16 juillet :**  
GEX (Ain)

**Vendredi 17 juillet :**  
BELLEGARDE (Ain)

**Samedi 18 juillet :**  
AMBÉRIEU (Ain)

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui alimentent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 1421 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

## SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

## ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL et VILLE : .....

COMPLÈMENT D'ADRESSE : .....

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :  
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER

## Sida, épidémies et misère dans le monde

# UN VIRUS À ÉRADIQUER : CELUI DU CAPITALISME

■ La douzième conférence mondiale sur le sida, qui siège à Genève, n'a pu que constater que l'épidémie avait considérablement progressé dans nombre de pays du Tiers Monde où, du fait de la pauvreté de la grande majorité de la population, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants malades sont abandonnés à leur sort, et où aucune politique de prévention digne de ce nom n'est mise en œuvre.

Et ce qui a suscité l'émotion de la plupart des commentateurs, ce n'est pas tant les menaces qui pèsent sur les populations des pays pauvres, que les risques pour les pays riches. Car les virus ne connaissent pas les frontières, et la progression de cette épidémie dans les pays pauvres menace du même coup les pays les plus riches de la planète via, en particulier, le tourisme sexuel que pratiquent bon nombre de citoyens (généralement aisés) des pays occidentaux.

Mais le sida n'est qu'un fléau parmi d'autres. La mortalité par maladie infectieuse, qui est pratiquement tombée à zéro dans les pays industrialisés, est encore considérable dans les pays sous-développés parce que, faute de moyens, les médicaments efficaces qui pourraient juguler ces maladies n'y sont pas employés, et parce que, pour les mêmes raisons, l'hygiène publique qui pourrait en éviter beaucoup n'y est pas développée. Quant aux maladies comme le paludisme, la bilharziose ou la maladie du sommeil, qui provoquent des milliers

de décès, elles ne représentent pas un marché suffisamment rentable pour intéresser vraiment les grands trusts pharmaceutiques.

Des millions de personnes meurent chaque jour dans le Tiers Monde, bien qu'on aurait les moyens de les sauver, parce que ce n'est pas « rentable ». C'est écoeurant, mais il n'y a pas que dans les pays pauvres que la course au profit méprise la vie des populations. Dans tous les pays dits riches, les gouvernements proclament qu'il faut réduire les dépenses de santé, et cela se fait bien évidemment aux dépens de la population laborieuse.

Pourtant, qu'est-ce qu'il y a d'extraordinaire à ce que le budget de la santé publique progresse ? La médecine moderne dispose heureusement d'autres armes que les bonnes paroles dont les médecins du siècle dernier devaient bien souvent se contenter. Et le fait que le développement de la science entraîne une augmentation des dépenses de santé est on ne peut plus normal.

Mais voilà, nous vivons dans un système où les politiciens au service de la bourgeoisie, les commentateurs économiques, trouvent tout à fait normal que la fortune de M<sup>me</sup> Bettencourt, principale actionnaire de L'Oréal, ait pu augmenter de plus de 40 % en six mois du fait de la flambée de la Bourse, et considèrent que l'augmentation des dépenses de santé de 2 ou 3 % par an est insupportable pour l'économie.

Alors, même dans un pays

riche comme la France, les hommes qui nous gouvernent s'efforcent de réduire les dépenses de santé... pour avoir les moyens de faire plus de cadeaux encore aux gros capitalistes. On ferme des services dans les hôpitaux et des hôpitaux dits de proximité, on supprime des emplois dans les établissements de soins, on ne rembourse plus certains soins, bref on rogne de tous côtés sur la santé, au détriment de la population laborieuse. Sans compter tous ceux dont la course au profit, seul but des activités économiques, a fait des « exclus » comme on dit, qui n'ont même plus accès à des soins médicaux normaux.

C'est que le virus du sida n'est pas le seul qui menace la société humaine. Le capitalisme, qui transforme le cœur des possédants en calculatrice ne prenant que les profits réalisables en compte, est tout aussi dangereux. Et l'avantage, dans ce cas-là, c'est qu'il n'est pas besoin de faire de longues recherches pour savoir comment l'éradiquer.

Il suffirait que les travailleurs, tous ceux qui de par le monde produisent tout ce qui est nécessaire à la vie de la collectivité humaine, prennent conscience que le monde tournerait aussi bien, et même bien mieux, sans la petite minorité de privilégiés égoïstes, qui possèdent tout l'appareil productif et qui ne le font fonctionner que dans la mesure où cela permet d'augmenter le nombre de zéros de leurs comptes en banque.

## Les 35 heures dans le budget 1999

# BAISSE DES HORAIRES... ET HAUSSE DES SUBVENTIONS AUX PATRONS

Dans le cadre des premières discussions se rapportant au budget de 1999, Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn sont tombés d'accord sur le montant des crédits consacrés aux différents dispositifs dits « d'aide à l'emploi » : l'enveloppe budgétaire passerait de 156 milliards en 1998 à un peu plus de 160 en 1999, ventilés en particulier entre les emplois-jeunes, les 35 heures et la lutte dite contre les exclusions.

Ainsi, avant même que le budget de 1999 soit précisé, le gouvernement annonce la couleur : sous prétexte de lutte contre le chômage, il va piocher plus encore qu'à l'accoutumée dans nos impôts afin de subventionner le patronat. Car il s'agit bien de cela.

En ce qui concerne l'entrée en vigueur progressive de la loi Aubry sur les 35 heures (durée légale du travail à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000), les deux ministres ont annoncé que, de trois milliards pour 1998, l'enveloppe passerait en 1999 à 7 milliards de francs (plus du double), destinés à rembourser à la Sécurité sociale les exonérations de cotisations patronales des entreprises – de plus en plus nombreuses – qui réduiront la durée du travail. Les salariés payeront ainsi, par le biais du budget de l'État, le manque à gagner de la Sécurité sociale.

Cela n'empêche pas le CNPF,

par la voix de son président, le baron Seillière, de maintenir hypocritement son hostilité à la loi sur les 35 heures. Il dit qu'il entend discuter, d'ici la fin de l'année prochaine, « du régime et du nombre » des heures supplémentaires... Dès à présent, il précise que moins d'heures, cela signifie nécessairement « moins de salaires à distribuer », qu'il va falloir réorganiser le travail en conséquence de façon à augmenter la productivité. Quant à la création d'emplois, elle n'est pas liée à la baisse de l'horaire de travail. La loi, dans sa rédaction actuelle, prévoit d'ailleurs de dis-

tribuer l'aide de l'État y compris « dans le cas où la réduction du temps de travail permet d'éviter des licenciements ». La seule condition est que le nombre d'emplois préservés « doit être équivalent à 6% au moins de l'effectif auquel s'applique la réduction du temps de travail ».

À l'occasion de la loi Aubry, le patronat manifeste sa volonté de remettre en cause la plupart des conventions collectives, par branche d'activité, et finalement de mener une attaque en règle contre les conditions de travail et de salaires de toute la classe ouvrière. Après la remise en cause des conventions collectives du secteur bancaire, de la métallurgie et du sucre, le patronat de secteurs aussi divers que la grande distribution, l'imprimerie, la production agricole, l'industrie charcutière, le bâtiment, les transports, et bien

d'autres, annonce son intention d'engager des discussions avec les syndicats sur les modalités de remise en cause des accords collectifs, qualifiés de désuets, sous prétexte d'application de la loi Aubry. Après avoir poussé les hauts cris contre cette loi qui les étranglerait, les patrons mettent donc la sourdine pour profiter de la manne gouvernementale qui se présente à eux.

Avec la « modération » des salaires qui doit accompagner la baisse du temps de travail et qu'il faudrait plus franchement appeler blocage des salaires (ce qui n'est pas franchement nouveau...), la flexibilité des horaires de travail, leur annualisation, les possibilités ne manquent pas à tous les patrons, petits, moyens et grands, de tout faire pour non seulement encaisser les subventions et les aides de l'État mais encore tenter de durcir les conditions de travail des salariés.

Pourtant, à l'approche de l'an 2000 justement, la classe ouvrière devrait travailler bien moins de 35 heures, et il ne devrait pas y avoir un seul chômeur. Mais ce n'est certes pas de ce gouvernement, aux petits soins avec les patrons quand il fait son budget autant que lorsqu'il rédige une loi, qu'il faut attendre quelque chose de bon.

Lucienne PLAIN



Martine Aubry devant une affiche vantant les 35 heures auprès des jeunes. Pour les patrons, pas d'affiches, des subventions.

## DEUX POIDS, DEUX MESURES

Seillière, le président du CNPF, interviewé le dimanche 28 juin sur RTL, a déclaré que si on réformait effectivement l'impôt sur la fortune (en prenant en compte pour le calcul de l'impôt sur la fortune les biens professionnels qui en sont actuellement exclus au titre d'« outil de travail », ce qui augmenterait l'assiette de cet impôt et le nombre de riches qui en seraient redevables), eh bien les patrons se rebifferaient. « Il y a des milliers d'entrepreneurs qui se préparent à arrêter leur entreprise, à la céder, ou éventuellement à poursuivre leur activité ailleurs » a-t-il lancé.

Donc, a-t-il continué, « attention à ne pas considérer le patrimoine et les riches comme des gens sur lesquels on peut tirer sans cesse ». En clair, ne touchez pas aux patrons, sinon ils vont retirer leurs billes, investir à l'étranger leur patrimoine et délocaliser leurs entreprises !

C'est ce que Seillière appelle « un avertissement » à l'attention du gouvernement. Et le gouvernement s'est empressé d'y répondre, par la voix du ministre chargé des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, qui dès le lendemain sur les ondes de RMC répondait que l'objectif du gouvernement n'était pas « d'alourdir la fiscalité » ni de faire peser sur l'économie « le risque d'évasion ».

Il ne s'agissait pourtant que

d'un débat sur la réforme de l'ISF, réforme à propos de laquelle les principaux ministres concernés, Martine Aubry et Strauss-Kahn, avaient leurs réticences, et d'une discussion, même pas d'un projet gouvernemental !

Mais il est à remarquer que dans toute cette affaire il n'a évidemment pas été question, ni pour le ministre interviewé ni pour les

journalistes qui l'interviewaient, de taxer le comportement de Seillière, des riches et des patrons qu'il représente, d'égoïste, de corporatiste, de contraire aux intérêts du pays ou de la collectivité, de contraire à la solidarité...

C'est pourtant ce qui se passe dès que ce sont les travailleurs qui se rebiffent, pas parce qu'un débat est lancé, mais parce qu'ils ont à

faire face à des attaques en bonne et due forme ; on peut le voir quand les pilotes d'Air France refusent les baisses de salaire qu'on veut leur imposer au nom de la « compétitivité », ou quand les fonctionnaires se rebiffent lorsqu'on s'en prend à leurs retraites ou à leurs conditions de travail !

S.F.

## MIEUX QUE TOUS LES DISCOURS

Les employés du vestiaire de l'Ordre des avocats du palais de Justice de Paris se sont mis en grève vendredi 26 juin pour une durée indéterminée. Motif : les femmes perçoivent près de 1 000 F de moins que les hommes

pour le même travail. Les employés, hommes et femmes confondus, ne veulent plus accepter cette situation malheureusement très fréquente (à « travail égal », le salaire des femmes est en moyenne inférieur de

28 % à celui des hommes).

Au moment où le gouvernement blablate, à coup de phrases à inclure dans la Constitution, sur l'égalité entre hommes et femmes, on voit ce qu'il tolère dans sa propre administration.

## TEMPS PARTIEL ET SALAIRES DE MISÈRE

Des chiffres récents confirment le développement sans cesse croissant du nombre de salariés travaillant à temps partiel. Ils sont maintenant près de 3,5 millions, et un sur deux gagne moins de 4 300 F brut par mois.

La plupart du temps, ce n'est évidemment pas par choix qu'ils travaillent ainsi. Dans le commerce, l'hôtellerie, la restaura-

tion ou les entreprises de nettoyage, ce type de contrat devient quasiment la règle, que ce soit pour être à la caisse ou à divers niveaux de responsabilité. C'est évidemment tout bénéfique pour l'employeur qui profite en plus de grosses exonérations de charges sociales. Quant aux salariés, ils se retrouvent avec des paies à peine supérieures aux

minima sociaux, ce qui avait d'ailleurs servi cyniquement d'argument au gouvernement pour refuser d'augmenter ces fameux minima. On peut ainsi travailler, et vivre malgré tout à la limite du seuil de pauvreté.

Et pour ces salariés comme pour tous les autres, ce n'est pas la minime augmentation du SMIC qui va changer quoi que ce soit.

## Les brochures du CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières

brochures parues :

- **Capitalisme et immigration** (N° 74 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 3 octobre 1997)
- **80<sup>e</sup> anniversaire de la révolution russe** : Actualité du communisme face à la mondialisation capitaliste (N° 75 – Meeting avec Arlette Laguiller le 7 novembre 1997)
- **Le peuple algérien face à la barbarie islamiste et à la dictature des militaires** : les responsabilités de l'impérialisme français (N° 76 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 décembre 1997)
- **Pouvoir central, pouvoirs régionaux et locaux... et contrôle populaire** (N° 77 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 30 janvier 1998)
- **En 1999, l'euro ? Face aux bourgeois qui unifient leurs monnaies, les intérêts communs des travailleurs de toute l'Europe** (N° 78 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 24 avril 1998)

Prix : 10 F — Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

# Gauche plurielle PASSE D'ARMES À FLEURETS MOUCHETÉS

Chevènement, qui naguère s'était rendu célèbre pour avoir dit « Un ministre, ça la ferme, ou ça démissionne », se prend tellement au jeu qu'il fait désormais la police au sein de la « gauche plurielle ». Il s'est élevé contre la tentation du PCF de jouer « les lucioles médiatiques ». L'image se veut sans doute poétique, bien qu'un tantinet obscure. Il précise donc, le PCF doit choisir entre « assumer sa participation au gouvernement et sa fonction de représentant du monde du travail ».

Il reproche aux dirigeants du PCF, parce qu'ils craignent « les positions hégémoniques du PS » de courir « après tout ce qui bouge ». Cette remontrance concerne surtout les critiques qui ont été faites, au sein de la « gauche plurielle », à la politique du ministre de l'Intérieur concernant sa politique de l'immigration. Mais elle est plus générale.

Pourtant le pompier Chevènement n'a affaire qu'à

quelques feux de paille, à des brûlots bien contrôlés allumés par les dirigeants du PCF qui se chargent de les éteindre eux-mêmes en toute hâte. Ces dirigeants s'indignent qu'on leur interdise de critiquer, mais s'excusent dans le même temps de le faire, et expliquent que de toute façon, étant minoritaires, et de plus ayant la volonté que le gouvernement réussisse, il n'est pas question pour eux de remettre en cause le contrat de gouvernement.

Dans un article paru dans *L'Humanité* du 29 juin, intitulé « Gauche plurielle, an II », la règle du jeu est clairement expliquée : « Au Parti Communiste », y lit-on, « on s'attache depuis un an à mettre en œuvre une stratégie où chacun joue sa partition – les ministres, les élus, le PCF – en faisant appel à l'intervention des citoyens dont ils se veulent le "relais" ». Pour traduire en termes concrets les articulations de cette partition, on constate que les ministres gouvernent, c'est-à-dire avalisent les décisions de la majorité gouvernementale ; les députés grognent parfois, mais pas jusqu'à compromettre les choix gouvernementaux. Quant aux militants ils doivent gérer la contradic-

tion. Et pour prendre quelques exemples, ils doivent expliquer aux travailleurs concernés et aux autres que la privatisation partielle d'Air France et de France-Télécom, ce serait un plus pour ces deux sociétés et pour leurs salariés, ou encore que la revalorisation du SMIC à 2 % « c'est toujours ça ». Les smicards n'auront certes que 2 %, mais qu'ils se consolent puisque Hue avait admonesté Jospin à l'avance, expliquant qu'il faudrait au moins un coup de pouce de 4 %.

Actuellement les militants du PCF collent une affiche sur laquelle on peut lire « Citoyens, à vous d'agir ». Formule tout à fait vide, si les dirigeants et les élus, députés et ministres du PCF ne montrent pas l'exemple, en agissant les premiers, eux dont les actes sont sous les projecteurs, chaque fois que le gouvernement propose des lois ou des décrets qui vont à l'encontre des intérêts populaires. Et pour commencer, il faudrait que les dirigeants du PCF cessent d'anesthésier les travailleurs en essayant de les convaincre que ce que fait le gouvernement auquel ils participent, ce serait « mieux que rien ».

Jean-Pierre VIAL

## PME/PMI : UN PARAVENT DU GRAND CAPITAL

Chaque fois que l'on fait mine de s'en prendre à la fortune industrielle, les patrons, les politiciens et les gouvernants mettent en avant la nécessité de défendre les PME. Car la petite ou moyenne entreprise est, en France, une cause nationale, aussi inattaquable que la Croix rouge ou le docteur Schweitzer.

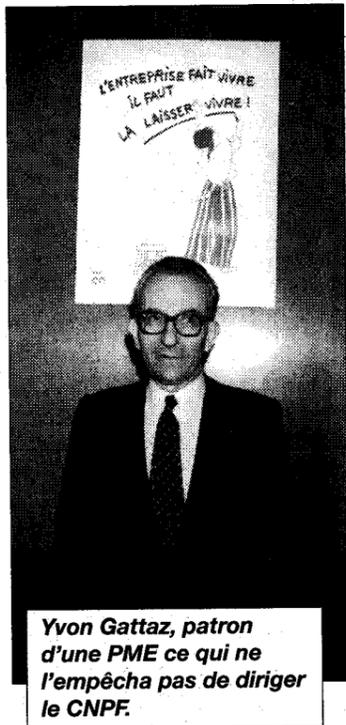
Les PME représentent en France plus de 95 % des entreprises, regroupant près de la moitié des salariés. Leurs propriétaires forment le gros des troupes de la bourgeoisie. Beaucoup dirigent personnellement leurs entreprises, qu'ils ont même parfois créées. Ce sont des patrons paternalistes, ce qui n'en fait pas des exploiters moins féroces que les autres. Ceux qui ont vu le reportage télévisé sur l'usine Maryflo à Lorient en ont une idée, de même que les millions de tra-

vailleurs et de travailleuses qui y sont exploités.

Nombre de ces entreprises ne sont nullement petites car exploiter 400 ou 500 salariés, être à la tête d'un capital de quelques dizaines ou centaines de millions, c'est beaucoup de pouvoir social.

Les patrons de ces entreprises sont solidaires et liés au grand patronat, auquel ils servent de paravent mais dont ils dépendent étroitement. Ils vivent dans l'ombre des grandes entreprises, dont ils sont souvent sous-traitants, dont ils dépendent pour leurs matières premières et pour l'écoulement de leur production. Et surtout ils sont aidés et du coup contrôlés par les mêmes banques, les mêmes groupes financiers.

C'est pourquoi, lorsqu'un parti politique comme le PCF distingue le grand capital mono-



Yvon Gattaz, patron d'une PME ce qui ne l'empêche pas de diriger le CNPF.

politique ou multinational, nuisible et exploiteur, et les PME qui mériteraient toutes les aides et toutes les attentions, c'est une escroquerie : au nom de la défense de la prétendue petite entreprise, il s'agit en fait de soutenir le patronat dans son ensemble, et la grande bourgeoisie.

Vincent GELAS

## Allègre aux grandes entreprises et aux chercheurs : « ENRICHISSEZ-VOUS ! »

« Créer son entreprise, gagner de l'argent, ce n'est pas honteux, c'est servir son pays », explique... Claude Allègre, ministre « socialiste » de l'Éducation et de la Recherche.

On ne s'étonnera pas dans ces conditions qu'il vienne de proposer, à côté d'un Conseil national de la science et d'un programme de « rajeunissement des chercheurs » en « douceur », des déductions de 400 000 F pour les particuliers qui investiront dans la recherche, à condition qu'ils le fassent dans des « entreprises innovantes ».

Il en sera de même pour les grandes entreprises qui investiront dans la recherche : elles pourront déduire cet investissement à même hauteur de leurs impôts à condition qu'elles soient elles aussi innovantes : par exemple, en aidant de petites entreprises à se développer dans ces secteurs dits « innovants ». Allègre prétend en finir avec les subventions des grandes entreprises de ce secteur qui touchaient ces aides sans innover. Mais autant dire que si c'est la

nouvelle chanson que les grandes entreprises doivent entonner pour passer à la caisse, elles n'ont pas fini de se dire « innovantes » ou de multiplier les filiales qui le diront.

Allègre propose aussi à des chercheurs employés actuellement par le secteur public et qui souhaitent pouvoir créer leur propre entreprise, de pouvoir utiliser leur laboratoire actuel comme base de départ de cette activité. Ainsi, pendant dix-huit mois, ils pourraient utiliser le téléphone, le secrétariat de leur labo pour se lancer. Ensuite, ils bénéficieraient encore de cinq ans de détachement. En cas d'échec, ils pourraient réintégrer leur labo d'origine.

Et finalement le ministre vend la mèche : « Il faut que la recherche se transforme en richesse, c'est-à-dire en emplois. » Mais c'est en réalité la même vieille chanson de tous les gouvernants quand ils s'adressent aux patrons : ayez l'air de créer des emplois, et vous toucherez des subventions.

J.F.

### Le travail c'est la santé

Les Journées nationales de la médecine du travail de Strasbourg ont mis en cause la course à la rentabilité et les nouvelles formes d'organisation du travail. Celles-ci sont responsables, en plus des maux habituels, de maladies allant de tendinites aux troubles de la mémoire et d'une augmentation des suicides sur le lieu de travail. Des médecins ont aussi dénoncé la peur qui s'est installée dans le monde du travail avec la menace du chômage.

Ne pas avoir d'emploi rend malade, mais en avoir un aussi. Décidément, la société capitaliste est incurable.

### On ne les désarme pas

Les marchands de canons ont de quoi se réjouir : la France a augmenté ses exportations d'armements de 47 % en 1997. Il y a suffisamment de guerres dans le monde et de pays qui veulent s'équiper et se suréquiper, pour laisser leur chance aux marchands d'engins de mort, dont l'État français et nombre de patrons ne sont pas les derniers. Lorsque Chirac va en Afrique australe, ou ailleurs, c'est entre autres pour vendre des missiles, des hélicoptères, de l'artillerie, etc. On pourrait aussi vendre des monuments aux morts, afin de livrer le matériel absolument complet.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# ALGÉRIE : APRÈS LE TEMPS DES ASSASINS, CELUI DE LA RÉVOLTE...

Tizi Ouzou et Bejaia les deux capitales régionales de la Kabylie, mais aussi de nombreuses autres villes, dont Aïn El Hammam, Sidi Aïch, Akbou ou Bouira, ont été pendant plusieurs jours le lieu de manifestations et d'émeutes, à la suite de l'assassinat, jeudi 25 juin, du chanteur Matoub Lounès.

Les milliers de manifestants rendaient le pouvoir tout autant responsable que les islamistes de la violence qui ensanglante le pays et de la mort du chanteur qui symbolise dans la région, depuis les révoltes du printemps 1980, la lutte pour les droits démocratiques et les revendications culturelles berbères. « Zéroual assassin », « pouvoir assassin », criaient-ils. Dimanche 28 juillet, lors de l'enterrement de Matoub Lounès dans son village où des milliers de personnes se sont rendues, l'ancien premier ministre Reda Malek, notable du RPN, le parti de Zéroual, et Nourredine Boukhrouh, le dirigeant du PRA, un parti islamiste, ont été pris à partie, au point que les gardes du corps de Boukhrouh ont tiré en l'air pour le dégager.

Au cours de ces journées, les brigades anti-émeutes ont fait usage de leurs armes, tuant samedi un étudiant à Tizi Ouzou d'une balle en pleine poitrine et un autre jeune dans la même journée à Sidi Aïch, alors que des manifestants, après avoir incendié le tribunal, commençaient à s'en prendre au central téléphonique. Un autre manifestant a été tué le dimanche (voire deux selon certains journaux) lors d'affrontements à Tazmalt, et un autre et plusieurs blessés dont 5 dans un état grave dans la ville voisine de M'Cheddallah.

Les manifestations ont continué lundi, le lendemain de l'enterrement du chanteur. « Ni Sadi, ni Aït Ahmed »... disait, selon une dépêche de l'AFP, un manifestant de Tizi Ouzou, « on ne veut plus de politique, on va continuer ». En effet, depuis le début des événements, le parti de Saïd Sadi, le RCD, comme celui d'Aït Ahmed, le FFS, qui se partagent l'influence en Kabylie, appellent au calme, tout comme les autorités gouvernementales, même si chacun d'eux a appelé à une manifestation mardi 30 juin, à Tizi Ouzou pour le premier, à Alger pour le second (cette dernière finalement interdite, d'ailleurs).

« On n'est pas des Arabes » criaient les manifestants, pour dénoncer la loi sur l'arabisation totale de l'école et l'administration qui doit entrer en application à partir du 5 juillet prochain. Et les députés du RCD et du FFS ont décidé de boycotter les séances du parlement pour indiquer leur intention de remettre en cause la loi sur l'arabisation de l'école, comme l'a expliqué un porte-parole du FFS. C'est pour les leaders des deux partis kabyles le terrain de moins dangereux pour s'opposer à la dictature, mais un terrain piégé pour les jeunes, les travailleurs et les pauvres de Kabylie, comme de toute l'Algérie.

Certes la reconnaissance de la langue berbère est une revendication qui tient à cœur de l'ensemble de la population de Kabylie. Si depuis l'indépendance la dictature militaire, sous Boumédiène comme sous Chadli, s'y est refusée c'est pour des raisons politiques et sociales : il n'était pas question de tolérer ce qui pourrait apparaître comme un affaiblissement de pouvoir central, qui pourrait être une porte ouverte à une liberté d'expression, à une liberté de la presse, à d'autres

revendications démocratiques, voire à l'expression ouverte des revendications sociales. Et après une courte période où il fut question de tenir compte des revendications berbères, le pouvoir est revenu aujourd'hui à la même politique.

Mais l'explosion de colère que la mort de Matoub Lounès a provoquée dans sa région a des raisons qui dépassent les frontières de la Kabylie ou de la cause culturelle berbère. D'abord parce que son assassinat, comme celui en 1994 du chanteur de raï Cheb Hasni qui avait provoqué le déferlement de jeunes manifestants dans les rues d'Oran aux cris de « Algérie libre et démocratique », sont les fruits de la terreur que bandes islamistes et armée, tout en se faisant la guerre, font aussi régner ensemble sur le peuple algérien.

Aux intégristes d'ailleurs le pouvoir multiplie en ce moment les gages : arabisation forcée faisant de l'arabe la seule langue officielle autorisée, nouveau code de la famille qui est en fait un nouveau code contre les femmes, collaboration au gouvernement avec le courant islamiste qui a sept ministres. Cela heurte spécialement les sentiments de la population de Kabylie déjà révoltée parce qu'on lui refuse, au nom de la soi-disant identité islamique de la nation, ses droits démocratiques, comme la reconnaissance de la langue berbère. Mais cette politique d'une dictature militaire, de plus en plus repeinte aux couleurs islamistes, est dirigée contre toute la population algérienne.

L'arabisation fait partie de la démagogie dont se sert la dictature militaire, détestée et discréditée auprès des pauvres, pour tenter de s'attacher quand même le soutien d'une fraction de la population, en misant sur les préjugés nationalistes ou religieux et en dressant la partie qui parle arabe contre la partie qui parle berbère. C'est un calcul que le pouvoir a déjà fait bien des fois. Mais qui dit langue arabe imposée dit monopole donné aux religieux sur l'éducation nationale. C'est le même calcul du pouvoir qui a déjà aidé à développer les courants intégristes.

La révolte des jeunes en Kabylie révèle la tension explosive qui règne dans le pays. L'exaspération n'est pas seulement due à la violence terroriste, mais à la misère atroce qui frappe durement l'immense majorité alors que la minorité de riches liée au pouvoir militaire s'en met plein les poches ; alors aussi que les impérialistes (et en premier lieu la France) tirent toujours d'Algérie des profits records. C'est l'aggravation de la situation des masses pauvres avec des vagues de licenciements et la baisse catastrophique du niveau de vie et d'une jeunesse qui est sans travail, sans droit et sans espoir, qui constituent les bases de cette explosion sociale potentielle.

Mais pour que cette révolte ne soit pas dévoyée, au contraire des organisations soi-disant démocrates ou de gauche, FF et RCD, qui ont du poids en Kabylie qui la craignent tout autant que le pouvoir, les manifestants de Kabylie ont à faire le lien avec les autres jeunes et travailleurs d'Algérie. Il n'y a pas d'autre voie pour s'attaquer vraiment au pouvoir comme à l'intégrisme, et à tous les possédants, ceux d'Algérie qui soutiennent l'un ou l'autre, mais aussi ceux d'ici, cette bourgeoisie française qui pillait déjà l'Algérie coloniale et continue à le faire actuellement.

Olivier BELIN

## Leur société

# LES RICHES DE PLUS EN PLUS RICHES...

Pour les chômeurs, qui réclamaient l'augmentation des minima sociaux, le gouvernement n'avait pas d'argent. Et il n'avait pas d'argent non plus pour les smicards, dont les revenus mensuels viennent de monter sur décision gouvernementale d'une centaine de francs seulement par mois. Mais où s'accumule donc la richesse produite dans notre pays par l'énorme machine industrielle et commerciale ?

La lecture du mensuel *Challenge*, peu suspect d'esprit contestataire, lève un pan du voile sur l'extraordinaire développement de la richesse des plus riches, et en particulier depuis un an. Il claironne : « *Jamais les Français les plus fortunés ne se sont autant enrichis qu'au cours de ces douze derniers mois* ». Et de présenter la panoplie des bonnes fortunes des milliardaires.

Les records de hausse, d'un an sur l'autre, dépassent allégrement les 100 %, soit le doublement de la fortune en un an. La fortune de Serge Dassault par exemple a monté de 170 %, celle de J-C Naouri (Casino, entre autres) de 182 %, le record revenant à Jean Burelle (Plastic Omnium) avec 400 % !

Les plus grosses fortunes se chiffrent en dizaines de milliards de francs, avec un maximum à 65 milliards pour Liliane Bettencourt, héritière de l'Oréal, et les coquettes sommes de 46 milliards pour la famille Mulliez (les supermarchés Auchan), mais aussi de 39 milliards pour Serge Dassault et de 30 milliards pour François Pinault (le Printemps, La Redoute, etc.). A elles seules, les dix plus

grosses fortunes de France gèrent l'équivalent du sixième du budget de l'État.

Ces fortunes augmentent si vite pour deux raisons : d'abord parce que les affaires rapportent, ensuite parce que ces gros bénéficiaires font monter les cours de la Bourse. Le meilleur exemple est celui de Liliane Bettencourt dont la fortune est passée de 42 milliards à 65 milliards de francs dans l'année, essentiellement à cause de l'augmentation des cours de la Bourse. Sa fortune a donc augmenté de 63 millions de francs par... jour.

A ce niveau de richesse, le problème est parfois de réussir à dépenser son argent. Le baron de Rothschild affirmait que l'on était riche quand on n'arrivait pas à dépenser les intérêts de sa fortune. Mais n'ayez crainte, les riches ont parfois de l'imagination. Ils organisent par exemple de somptueuses réceptions, à l'occasion du mariage de leur progéniture, et peuvent dépenser ainsi entre 5 et 25 millions de francs en un seul jour. Il faut dire qu'avec des feux d'artifice à 150 000 F, des décorations florales à plus de 600 000 F, des décorations murales à 800 F le mètre carré (comptez deux mètres carrés par invité, et invitez au moins mille personnes) et un buffet facturé 5 000 F par tête, ça va vite.

Ce sont ces gens-là, et quelques autres, que le gouvernement pluriel n'ose pas bousculer, par crainte dit-il de casser la croissance... La croissance de quoi ? De leur fortune ?

Roger PÉRIER

## TAXER LES RICHES ? PAS POSSIBLE, ILS N'ACCEPTERONT JAMAIS !

Le gouvernement ne veut manifestement pas taxer les bourgeois sur les entreprises qu'ils possèdent. Pourtant il ne cesse d'en parler et a même lancé une vaste réflexion sur le sujet. Elle a permis par exemple à François Hollande, le premier secrétaire du PS, de souhaiter un élargissement de l'impôt sur la fortune (ISF) aux biens professionnels. Le PCF se prononce dans le même sens, tout comme le Conseil des impôts.

Mais on a l'impression que le gouvernement veut seulement équilibrer les mesures bien réelles qu'il a prises contre les travailleurs, comme la baisse de rémunération du livret A ou l'augmentation des taxes sur le gazole, par des parolotes sans conséquences sur l'imposition des riches. C'est l'art difficile de plaire à son électorat populaire tout en gouvernant en faveur des bourgeois.

Ce qui est sûr, quoi que disent les responsables des partis de gauche, c'est que les poids lourds du gouvernement en la matière, Strauss-Kahn et Martine Aubry, sont contre la taxation des biens de production. C'est ce qu'on appelle « l'outil de travail », bien improprement car s'il appartient

aux bourgeois, ce n'est pas eux qui les utilisent. Dans une période où tous prétendent voir la baisse du chômage et la reprise de l'investissement, cette taxation risquerait, selon eux, de casser l'expansion. Les patrons risqueraient, selon le chantage habituel, de fermer leurs usines ou de les délocaliser dans des pays fiscalement plus compréhensifs.

Car on veut bien, à titre d'hypothèse d'école, envisager un impôt sur les biens industriels et commerciaux. Mais personne n'imagine que l'État puisse limiter en quoi que ce soit la liberté des patrons, par exemple en leur interdisant de fermer ou de licencier, sous peine de confiscation de leurs biens, de leur sacro-saint patrimoine.

Ce serait pourtant une des premières mesures de salut public à prendre si l'on voulait combattre la crise. Et alors la discussion pour savoir s'il vaut mieux lutter contre l'évasion fiscale patronale, élargir l'assiette de l'ISF ou en augmenter le taux, perdrait toute son utilité... de leurre.

Vincent GELAS

Lorraine

# LE CONSEIL RÉGIONAL ARROSE LE PATRONAT

4 millions pour le fabricant de climatiseurs de voitures Behr, 4 millions pour le géant américain Caterpillar, 1,4 million pour le leader du modem pour ordinateur Olitec, 4,6 millions pour le trust pharmaceutique Innothera... voilà les aides que le Conseil régional de Lorraine – présidé par le très chaud partisan du libéralisme Gérard Longuet – a décidées ces dernières semaines.

Ces votes pour les aides aux entreprises se font d'ailleurs dans une touchante unanimité : du FN à la droite en passant par le PS tout le monde est pour... bien sûr sous prétexte de créer des emplois ! Et même le PC n'ose pas voter contre, se prononçant pour ou s'abstenant selon les dossiers. La conseillère régionale Lutte Ouvrière intervient et vote contre ces aides dont les destinataires, les conditions et le montant sont scandaleux.

## Un encouragement à la précarité

Ayant déjà touché 3 millions en 1994, Behr, installé sur la zone industrielle où se construit la Smart – la mini-voiture de Mercedes – près de Sarreguemines, vient de se voir accorder 4 millions de francs au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprise. Behr prétend créer des emplois et porter l'effectif de l'entreprise à 600 personnes. Or, il y a dans l'entreprise près de 900 travailleurs, mais seulement un tiers en fixe, les deux autres tiers en intérim ou en CDD.

Comme l'a souligné la conseillère LO « si l'entreprise a de l'argent pour embaucher en intérim – permettant aux grosses sociétés d'intérim de faire d'importants bénéfices – elle en a sans problèmes pour embaucher en fixe. Elle n'a pas besoin de l'argent public pour créer des emplois ».

Les patrons reçoivent des millions de subventions, mais les ouvriers sont souvent au SMIC. D'ailleurs, début juin, pour la première fois, avait lieu une grève chez Behr – à l'initiative de la CGT – pour demander l'embauche de tous les intérimaires et CDD ainsi que l'augmentation des salaires.

## Caterpillar : des profits à la pelle

Le géant américain Caterpillar a, lui, en projet d'installer un centre de logistique avec 120 emplois près de Metz. Et, sous prétexte que Caterpillar n'a pas planté ses choux en Belgique ou dans d'autres régions qui lui donneraient davantage, la Région lorraine a ouvert toute grande la bourse du

contribuable : 4 millions de francs de subventions. Alors que, selon le journal *Les Échos*, Caterpillar affiche profits records sur profits records ces dernières années : 7 milliards de francs en 1996, 10,1 milliards en 1997... et 1998 promet aussi d'être du même tonneau !

## Olitec : connecté sur les bénéfices

À côté des géants mondiaux, les PME sont aussi copieusement arrosées. C'est le cas de la société Olitec, spécialisée dans la fabrication de modems pour ordinateurs. Son PDG, Madame Lejeune, n'en est pas à une contradiction près. Début 1996, elle se flat-

tait dans la presse de n'avoir jamais demandé d'aide à personne : elle vient de se voir accorder une aide de 1,4 million de francs. Cette même Madame Lejeune – très médiatisée en Lorraine – avait annoncé, lors de la victoire de la gauche en 1997, qu'elle allait

délocaliser son entreprise à cause de cette élection ! Un an plus tard, la voilà visiblement parfaitement rassurée quant au sort que le gouvernement Jospin réserve au patronat. Et d'ailleurs ses bénéficiaires sont là pour en témoigner : après 7 millions l'an dernier, ce sont 24 millions qui sont prévus cette année.

C'est à la pelle que se distribuent les aides. Et c'est aussi sans état d'âme que Longuet demande d'effacer l'ardoise de certaines entreprises qui ont touché des aides à la création d'entreprise du Conseil régional et qui sont en liquidation : 900 000 F ont ainsi été effacés fin juin. Alors, comme l'a déclaré notre camarade au Conseil régional : « Encore un fois c'est le contribuable qui paye. Mais ces

entreprises qui sont en liquidation judiciaire, elles ont des propriétaires. Et pourquoi ne payeraient-ils pas eux, sur leurs biens ? La Région a-t-elle enquêté pour savoir si les propriétaires de ces entreprises sont ruinés ? Auquel cas on ne pourrait pas faire autrement qu'annuler les dettes ! Mais nous n'en savons rien, les propriétaires mènent peut-être grand train, possèdent peut-être yachts et tableaux de maîtres, ou sont peut-être en train de demander dans d'autres régions d'autres aides, d'autres subventions ».

Le libéralisme pour les Longuet et consorts, cela veut dire privatiser les bénéfices, et socialiser les pertes et les investissements.

## Renault : Après avoir licencié chez Chausson, des aides pour embaucher à Batilly

L'entreprise Renault-SOVAB installée à Batilly près de Metz a, elle aussi, touché l'argent du Conseil régional : 7 millions de francs en 1995 ! Et tout comme Behr elle recourt de façon abusive à la précarité. La conseillère LO a interpellé là-dessus le président du Conseil régional du 25 juin dernier : « Savez-vous, M. Longuet, que cette entreprise emploie en toute illégalité plus de 700 travailleurs intérimaires ? L'inspection du Travail est d'ailleurs intervenue auprès de l'entreprise pour lui demander de mettre fin à cet état de fait et embaucher ces intérimaires. La seule réponse a été une intervention de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour demander à l'inspection du Travail de ne pas trop embêter le groupe Renault ».

« Trouvez-vous normal – et je m'adresse là aux conseillers régionaux de la gauche gouvernementale – qu'un préfet – qui dépend du gouvernement –

intervienne pour protéger les entreprises qui recourent abusivement à la précarité ? Trouvez-vous normal qu'une entreprise où l'État est pourtant un des principaux actionnaires bafoue ainsi ouvertement la loi ? Car enfin, c'est Renault qui devrait être sommée par la préfecture d'embaucher immédiatement les 700 intérimaires qu'elle emploie ! D'autant plus que Renault persiste et signe, puisque la SOVAB prévoit d'embaucher une équipe de nuit de 500 travailleurs, toujours en temporaire, à la rentrée de septembre. Une équipe de nuit à temps partiel, c'est-à-dire des salaires au niveau du SMIC ».

Voilà à quelles entreprises sert l'argent public sous le fallacieux prétexte de créer des emplois !

Alors pas d'accord pour que l'argent des contribuables serve à enrichir des trusts comme Behr, comme Renault, Mercedes ou bien d'autres ».

# VIOLENCES POLICIÈRES À AUBERVILLIERS

À Aubervilliers, des actes extrêmement graves se sont produits durant la nuit du mercredi 24 juin, mettant en cause l'attitude de la police locale et des brigades d'intervention départementales. Ce soir-là, des jeunes de la rue des Cités, des passants, des personnels du lycée-collège Henri-Wallon ont été violemment pris à partie par la police, injuriés, embarqués au commissariat pour trois d'entre eux, tabassés sans qu'ils sachent le pourquoi et le comment de ce déferlement de haine. Pire, des menaces judiciaires pèsent sur trois jeunes pour outrage à la force publique, rébellion et incitation à l'émeute, ce qui est vraiment le monde à l'envers.

Une conférence de presse tenue le mardi 30 juin à l'initiative des personnels du lycée

Henri-Wallon, des élus communistes de la ville, du MRAP et de SOS-Racisme a rétabli les faits.

Ce mercredi-là, sur le coup de 21 h 30, deux jeunes qui sortaient d'une cabine de la rue des Cités ont été surpris par une voiture qui circulait en sens interdit. Ils n'eurent pas le temps de réagir qu'ils furent plaqués au sol, injuriés, matraqués par des individus qui se révélèrent être des policiers en civil. Devant l'effervescence provoquée par ce contrôle d'identité musclé, l'émoi qu'il provoqua auprès des habitants du quartier, des renforts de police furent réclamés. La gardienne du lycée Henri-Wallon, situé dans la même rue des Cités, croyant à un incendie se précipita, accompagnée de son fils, pour fermer une vanne de gaz placée à l'extérieur du lycée. A

peine était-elle sortie que son fils fut matraqué par les brigades d'intervention départementales, injurié, traité de « sale nègre ». La mère qui s'interposa fut à son tour violemment matraquée. Un passant de 71 ans fut lui aussi agressé. Il est actuellement hospitalisé à l'hôpital Avicenne, suite à des complications à la hanche.

Au bout du compte trois jeunes ont été embarqués au commissariat d'Aubervilliers (le fils de la gardienne et deux jeunes scolarisés à Henri-Wallon). Une délégation d'élus de la ville, ainsi que la principale du collège Henri-Wallon, tentant en vain d'obtenir leur libération, furent à leur tour injuriés. « Vous les profs, vous fabriquez des délinquants. Vous couvrez la racaille. », « Vous la Principale de mon cul ! », sans

compter les injures à connotations anticommunistes. À trois heures du matin seulement, ils purent entrer en contact avec les jeunes.

Le lendemain, les trois jeunes ont été libérés. Ils portent des traces de coups. On apprendra que les policiers ont voulu leur faire signer une déposition dans laquelle ils accusaient la gardienne d'avoir voulu fomenter des troubles, déposition que les jeunes refusèrent de signer.

Dans un communiqué, les personnels du lycée Henri-Wallon dénoncent « ces méthodes et le caractère raciste des propos de la police ». Ils demandent que « les responsables à quelque niveau qu'ils se trouvent soient sanctionnés et que les poursuites contre les jeunes soient annulées ».

Fodde Cylla, président de SOS-Racisme présent à la conférence de presse, a dénoncé ces méthodes policières et les injures racistes dont ont été victimes les jeunes. SOS-Racisme et le MRAP se portent partie civile et le MRAP apporte une assistance judiciaire aux trois jeunes. Quant à l'inspection académique, elle se refuse pour l'instant à porter plainte contre des violences policières dont ont été victimes au moins deux agents de l'Éducation nationale, préférant « botter » en touche en renvoyant la décision au rectorat.

Il s'agit maintenant de ne pas laisser ces exactions policières dans l'ombre, et d'imposer la levée des poursuites judiciaires contre les trois jeunes.

Stéphane HENIN

États-Unis

# CRIME RACISTE AU TEXAS

A l'occasion d'un récent crime raciste, exécuté dans des conditions particulièrement odieuses, nos camarades du bimensuel trotskyste *The Spark* reviennent sur le racisme qui gangrène la vie américaine depuis la naissance des États-Unis.

James Byrd a été assassiné à Jasper, Texas. Son corps a été mis en pièces. Trois hommes blancs, portant des tatouages racistes et des insignes du Ku Klux Klan, se sont emparés de Byrd, un handicapé. Ils l'ont enchaîné à l'arrière de leur camionnette, et l'on traîné sur quelques kilomètres, déchiquetant ainsi son corps. Ils se sont juste arrêtés pour jeter son torse sans tête sur le bas côté de la route.

Des politiciens, des responsables de la police et des prêtres de cette petite ville du Texas se sont empressés de dénoncer cette horreur et la brutalité de l'assassinat. Mais ils se sont également dépêchés d'ajouter que ni le Klan, ni aucun autre groupe d'extrême droite, n'existait dans le secteur, que les gens de Jasper s'entendaient bien. Selon eux, le Texas n'étant pas différent du reste du pays, une telle affaire aurait pu aussi bien arriver n'importe où ailleurs.

C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas de groupe du Klan dans ce coin du Texas, mais

il y a un peu de mauvaise foi à dire que les résidents de Jasper s'entendent si bien que cela.

Bien sûr, le Klan n'a plus la force, ni à Jasper ni nulle part ailleurs, de rejouer le rôle qui a pu être le sien dans le passé. Pendant les trente années qui précédèrent l'année 1919, quatre cents morts violentes peuvent être attribuées au Klan : la plupart étaient des hommes noirs, quelques-uns des fermiers et des métayers militants, ou encore des syndicalistes. Des années vingt aux années cinquante, cette région du Texas fut maintenue fermement sous la pression d'un mélange de ségrégation raciale et de loi du lynchage.

Si le Klan ne contrôle plus la vie quotidienne de Jasper, Texas, ce n'est pas grâce aux politiciens et aux responsables de la police des années passées, qui pour le moins tolèrent le Klan et, dans la plupart des cas, dirigèrent son action.

C'est la population noire elle-même qui a déraciné le

Klan en tant que force organisée. Les grandes mobilisations des années cinquante et soixante lui ont brisé l'échine. Mais c'est exactement ce que les responsables, du président Clinton au shérif local, oublient de rappeler quand ils proclament leur horreur de ce qui vient d'arriver à Jasper.

Mais Jasper n'est pas non plus une exception. On a vu tant de meurtres racistes terribles, de New York à la Californie, en passant par bien d'autres villes, qu'il est difficile de dire le contraire.

Un racisme virulent reste répandu dans tout le pays. Car rien n'a supprimé les conditions sur lesquelles prolifère le racisme. Il continue de prospérer dans cette société qui crée de la richesse pour une minorité et de la pauvreté pour le plus grand nombre.

Les trois jeunes hommes blancs qui ont entraîné la mort de Byrd avaient déjà fait un séjour en prison parce qu'ils avaient vendu des objets volés et de la drogue. Comme bien

d'autres Blancs pauvres de la classe ouvrière, il n'y avait pas grand-chose de bien dans leur vie, et ils n'avaient guère l'espoir d'une vie meilleure. En prison, ils semblent avoir été convaincus par les discours racistes, ces imbécillités qui se répandent au sein d'une classe ouvrière blanche qui cherche à reporter sur la population noire la responsabilité du sort fait aux travailleurs blancs soumis à une société de classe.

Les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs, qu'ils soient Blancs ou Noirs, découlent de l'exploitation quotidienne qui accumule du profit à leurs dépens ; cela vient des choix des capitalistes qui cherchent régulièrement à priver les gens de leur emploi. Dans une période comme celle que nous vivons, où la classe ouvrière ne lutte guère pour se défendre elle-même, elle reste disponible pour les démagogues qui cherchent à nous opposer les uns aux autres.

Et dans un pays comme les États-Unis, qui depuis ses ori-

gines, repose non seulement sur l'exploitation de classe mais aussi sur cette oppression supplémentaire qui découle du racisme, il n'est pas étonnant que ce racisme soit justement un des outils favoris de ces démagogues. Mais les travailleurs blancs qui se laissent ainsi aller non seulement détruisent eux-mêmes leur humanité, mais ils se rendent également incapables de réagir quand ils devraient faire face au vrai responsable : la classe capitaliste qui les exploite quotidiennement.

Nous ne vivons plus dans les années trente ou quarante. Mais l'assassinat brutal de James Byrd montre que nous pouvons être ramenés brusquement en arrière si nous n'engageons pas la lutte pour nous défendre nous-mêmes contre ceux qui voudraient nous exploiter sans limites, contre les capitalistes qui tirent profit de notre appauvrissement, mais aussi contre les racistes qui cherchent à nous diviser.

Israël

# LES FAITS ACCOMPLIS DE NÉTANYAHOU

Le gouvernement israélien a décidé d'agrandir les limites administratives de la capitale Jérusalem. Contrairement à la Cisjordanie et à Gaza, qui sont occupées depuis plus de trente ans sans faire officiellement partie d'Israël, le secteur arabe de Jérusalem (Jérusalem-Est) avait été purement et simplement annexé à l'État juif, la décision de Nétanyahou revient donc à agrandir les territoires officiellement annexés par Israël!

L'annexion de 1967 avait déjà été faite largement, des villages palestiniens voisins ayant été inclus dans les limites de la ville, afin de prévoir l'extension future. Cette fois le gouvernement de Nétanyahou veut encore agrandir la ville en y incluant des zones urbanisées et des colonies exclusivement juives.

Une partie des zones en question se trouve à l'ouest. Il s'agit comme l'a déclaré Nétanyahou de « renforcer la

majorité juive ». Mais deux autres colonies se trouvent à plusieurs kilomètres au nord et à l'est, en plein territoire palestinien. Ce fait accompli en prépare un autre, le jour où un gouvernement israélien viendra réclamer le rattachement des territoires situés entre les deux.

Cette politique de grignotage et de faits accomplis systématiques a été celle de tous les gouvernements israéliens. Elle se fait ouvertement sur une base raciste, puisqu'il s'agit de créer une ville à majorité juive, au détriment des Arabes. Quelle différence avec la purification ethnique à la mode yougoslave? Les nationalistes serbes, par exemple, disaient que partout où il y avait des Serbes se trouvait la Serbie. Les nationalistes israéliens ne disent et ne font pas autre chose.

Cette décision a provoqué des « vives condamnations » dans le monde, de la part notam-

ment du secrétaire général de l'ONU, et de la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright. Mais les USA continuent de soutenir militairement et financièrement Israël, et c'est cela seul qui compte. Madeleine

Albright en est réduite à quémander de la part de certaines personnalités juives américaines qu'elles veuillent bien faire pression sur Nétanyahou pour le faire changer d'avis. Ce qui est un aveu d'impuissance d'un

ridicule achevé.

L'« opinion mondiale » peut bien protester, la politique agressive d'Israël se fait avec la complicité de la première puissance mondiale.

André VICTOR



Manifestation de « la Paix maintenant » devant la résidence du 1<sup>er</sup> ministre, contre des extrémistes religieux juifs qui veulent acheter des terres dans la partie arabe de Jérusalem.

Chine

# TAGADA, VOILÀ LES CLINTON...



C. Johnson/Gamma

Pour ce qui est de la mise en scène et du spectacle, la visite au président chinois Jiang Zemin de son homologue Clinton, tenant madame par la main, n'a pas manqué de clinquant. Vingt-huit ans après la réouverture des relations entre les Etats-Unis et la Chine, mais neuf ans après la répression de Tien-Anmen, il s'agissait d'ouvrir rien moins qu'une « nouvelle phase dans les relations sino-américaines », c'est-à-dire pour la Chine d'être traitée comme une grande puissance et d'attirer des capitaux sur son marché intérieur.

Sur ce dernier point, cela coïncidait à peu près avec les souhaits du commis voyageur de luxe qu'est le président américain, qui entendait, lui, placer quelques produits des grandes entreprises américaines.

Les deux présidents se sont retrouvés pour une conférence de presse, occasion de déclarations convenues de la part de Clinton, qui a dit que la tuerie de 1989 « contre les citoyens chinois de tous âges qui réclamaient la démocratie était une erreur ». Le président chinois ne s'est pas démonté en lui rétorquant que « cette répression avait permis de maintenir la stabilité en Chine et d'assurer son développement actuel », sous-entendant qu'après tout Clinton, qui vient chercher de nouveaux marchés, ne devrait pas se plaindre du coût humain de cette stabilité propre aux bonnes affaires...

Il ne restait plus à la délégation

américaine qu'à promettre de « grands progrès » pour les deux pays et à s'ébahir sur la retransmission télévisée de ce débat, sans insister sur le fait que l'émission n'avait pas été annoncée et qu'elle avait lieu en pleine journée quand une large partie de la population est au travail.

Restait le véritable menu de ce voyage : les contrats pour les entreprises américaines. Les belles paroles sur la collaboration entre les deux Etats ont eu une illustration concrète : quelques grandes entreprises américaines, General Electric, Seagate Technology, Motorola, Boeing ainsi qu'Oxbow Power et Sithe Energies (deux filiales américaines de Vivendi, l'ex-Générale des Eaux), ont signé un total de 3,1 milliards de dollars de contrats (l'équivalent de 18,7 milliards de francs). Mais ils espéraient plus. Les avionneurs et les fabricants de turbines améri-

cains avaient le sourire, mais pas les fabricants de centrales nucléaires, déboutés.

Pour le reste, Clinton a indiqué les craintes des dirigeants américains qui s'inquiètent de voir l'actuelle crise asiatique s'étendre à la monnaie chinoise. D'où le souhait d'une plus grande coopération avec l'Etat chinois pour « empêcher une nouvelle série de dévaluations déstabilisantes dans la région ».

Reste à savoir si c'est possible. Car rien ne dit que la dévaluation du Yuan chinois n'aura pas lieu dans la période qui vient, car avec les diverses dévaluations de ses voisins, la Chine est actuellement perdante sur les exportations.

D'autre part, avec ou sans dévaluation, la politique économique prévue par les dirigeants chinois se fixe pour objectif de liquider, si possible d'ici l'an 2000, les entreprises publiques, ce qui mettrait un terme à la politique du

« bol de riz de fer » qui assurait au moins un emploi et un revenu stable à une grande partie des travailleurs. Cela se traduirait par des millions de licenciements et creuserait encore plus les inégalités entre les villes riches, Pékin, Canton, Shanghai et le reste du pays. Autant dire que la Chine pourrait, comme d'autres pays voisins du sud-est asiatique, connaître elle aussi des troubles sociaux si elle ne parvient pas à maintenir un revenu minimum à sa population.

Cela, les investisseurs étrangers le savent et cela les rend prudents dans leurs investissements, surtout au moment où ils ont tendance à se désengager d'Asie. Prendre des profits, oui, des risques pour le futur non. Et si la crise économique qui s'étend en Asie finit par toucher la Chine, les conseillers américains ne seront pas les payeurs.

Jacques FONTENOY

## Afrique Australe

# CHIRAC, UN VRP EN VISITE

Chirac et la ribambelle de chefs d'entreprises françaises qui l'accompagnait viennent de terminer un périple de six jours en Afrique australe, de la Namibie à l'Angola, en passant par l'Afrique du Sud et le Mozambique.

Au-delà du cinéma protocolaire, il s'agissait pour le représentant de l'impérialisme français de faire oublier ses récents revers sur le continent africain, notamment dans

l'ex-Zaïre et au Rwanda, en ouvrant de nouveaux débouchés aux trusts de l'Hexagone. Et le fait que Chirac ait choisi pour cela l'Afrique australe, une zone ancrée traditionnellement dans la sphère d'influence anglophone, n'est pas innocent. Ce choix s'inscrit dans la rivalité grandissante qui oppose l'impérialisme français et l'impérialisme américain pour savoir qui aura, avec la complicité des dictateurs locaux, la priorité d'accès aux richesses du sous-sol africain.

De ce point de vue,

l'exemple de l'Angola est significatif. Ce pays exsangue, encore sous le coup d'une guerre civile qui depuis vingt ans oppose le gouvernement aux rebelles de l'Unita, suscite pourtant bien des convoitises par ses ressources diamantifères et surtout ses immenses réserves pétrolières, découvertes récemment au large de ses côtes. Selon les spécialistes, l'exploitation de ces gisements off-shore devrait hisser dans les prochaines années l'Angola au deuxième rang des pays producteurs

d'Afrique, derrière le Nigeria. Et c'est à coups de millions de dollars, et souvent en approvisionnant l'une ou l'autre des bandes armées rivales, que les américains Texaco et Chevron s'opposent aux trusts français Total et Elf pour le contrôle de cette manne pétrolière.

Quant aux discours de Chirac sur « l'aide aux populations les plus démunies », « le rôle de l'aide publique au développement » et « l'attachement de la France à la démocratie », ils n'étaient là que pour mieux faire pencher

la balance en faveur des trusts français, en faisant miroiter des soutiens diplomatiques et financiers aux régimes en place.

Reste que les populations locales, elles, n'ont rien de bon à espérer. Qu'elles soient américaines ou françaises, les trusts continueront à soumettre cette région à tous les pillages et à soutenir toutes les dictatures, qu'elles soient en place ou aspirent à y être, pourvu qu'elles servent leurs intérêts.

Roger MEYNIER

CHU de Grenoble

# UN CONSEIL D'ADMINISTRATION PAS COMME LES AUTRES

**Jeudi 25 juin, une intersyndicale a appelé le personnel du centre hospitalier universitaire de Grenoble à débrayer et à se rassembler devant le conseil d'administration.**

Celui-ci devait se prononcer sur la fermeture d'une des deux crèches du personnel, entraînant la suppression de dix postes d'auxiliaires-puéricultrices, ainsi que sur la suppression de la prime de service des contractuels permanents qui équivaut à un mois de salaire. Cette mesure devrait toucher 108 personnes, qui n'ont pas le statut de la fonction publique, mais qui travaillent comme «attachés scientifiques» dans les labos, ou au service informatique, depuis parfois plus de vingt-cinq ans. Enfin le conseil d'administration (CA) devait aussi se prononcer pour les restrictions budgétaires prévues pour 1999.

Depuis un mois, il y avait des actions ponctuelles contre le sous-effectif ou les problèmes liés aux économies imposées, et le mécontentement était réel.

Ce matin-là, c'est à plus de

200 personnes que nous nous sommes retrouvés. Outre le personnel des deux crèches, il y avait là des parents avec leurs enfants dans les poussettes, le personnel de la Néonatalogie, les contractuels permanents, quelques internes et du personnel d'autres secteurs.

Devant cette assemblée résolue, arborant des banderoles, le directeur général a voulu se montrer bon prince et a com-

mencé à discuter avec quelques-uns. Sa mine a changé quand, tout le gratin étant arrivé (entre autres, le maire socialiste de Grenoble en tant que président du CA, le directeur de l'Agence régionale d'hospitalisation, et d'autres adjoints de la municipalité), nous avons décidé d'envahir la salle du CA pour ne la quitter que deux heures plus tard.

Il nous fallait bien tout ce temps pour que chacun se fasse entendre et dise ce qu'il avait sur le cœur. Nous avons pu alors voir de quel côté ces messieurs se plaçaient.

Destot, le maire de Grenoble, voulait «un débat démocra-

tique» avec une petite délégation, tout en disant que de toute façon, «c'est lui qui décidait». On lui a montré qu'il n'en était pas toujours ainsi. Le directeur général s'est fait prendre à partie pour ses méthodes d'intimidation du personnel de la crèche, avec ses convocations à des entretiens individuels.

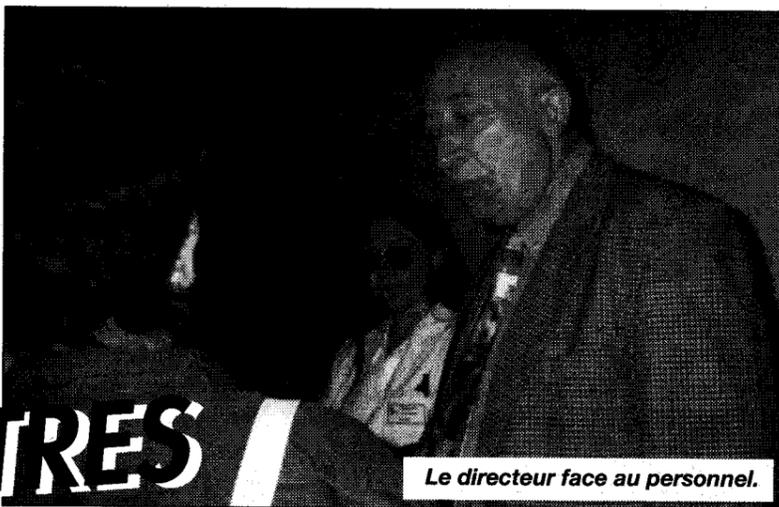
C'est en tant que représentant d'un gouvernement qui se dit du côté des travailleurs que Destot fut de nouveau apostrophé sur le projet de décret autorisant les licenciements en secteur hospitalier. On lui fit remarquer que son gouvernement osait faire ce que la droite n'avait pas fait. L'assistance a crié au scandale, l'a hué et sifflé. Destot a eu le culot de répondre que si nous n'étions pas contents, il fallait voter à droite. Certains lui ont rétorqué que de toute façon c'était pareil. À bout d'arguments, le maire se défendait en disant qu'il n'était pas le seul responsable, que le CA devait se prononcer sur tous ces sujets et qu'on devait donc le laisser se réunir, pour qu'ils puissent discuter en toute démocratie... tandis qu'un adjoint

communiste de la mairie, auquel nous nous adressions pour connaître sa position, répondait par la même sérénade : il faut que le CA se tienne. Quant à R. Avrillier, écologiste connu pour avoir fait «tomber» Carignon, il a plongé le nez dans ses dossiers et n'a rien répondu.

Après avoir exigé une fois de plus l'arrêt du projet de suppression de la crèche, l'arrêt des suppressions de postes, demandé l'embauche des contractuels, l'annulation du projet de décret sur les licenciements, nous avons laissé ces messieurs se remettre de leurs émotions. Finalement, ils reportent le dossier crèche en septembre, et ont dit s'engager à interpellier le ministre sur la suppression de la prime des contractuels.

Au moins, la direction a pu prendre la mesure de notre mécontentement et rendez-vous a été pris pour une nouvelle assemblée générale du personnel mardi 30 juin. Avec l'été et la période des congés, il ne faut pas laisser la direction nous prendre au dépourvu.

Correspondant LO



Le personnel se dirige vers la salle du conseil d'administration.



## Hôpital Esquirol Limoges

# LE SERVICE RADIO TOUJOURS SUR LA SELLETTE

À l'hôpital Esquirol de Limoges, pour protester contre le projet de fermeture du service de radiologie (voir LO n° 1561), la pétition soutenue par les syndicats CGT, CFDT et FO a recueilli 836 signatures (sur les 1 150 employés que compte l'établissement), et c'est la première fois qu'une pétition est aussi massivement signée.

D'autre part, il avait été décidé de demander par courrier à tous les élus du département de prendre position : les élus socialistes

siégeant au conseil d'administration (CA) de l'hôpital ont rencontré uniquement le syndicat FO de l'hôpital, le conseiller régional du PC siégeant au CA a répondu par courrier, en assurant le personnel de son soutien. Les autres élus du département, tous socialistes, n'ont pas répondu.

Un rassemblement du personnel avec un débrayage de 2 heures était prévu le 26 juin, au moment de la réunion du conseil d'administration. Nous étions environ une soixantaine à exiger

que le point de la radio soit traité en premier dans l'ordre du jour, alors qu'il était prévu en quinzième position ! Une délégation du personnel put aussi assister au débat sur ce point et sortit en rendre compte tout de suite.

La direction revint sur sa décision de fermer la radio, à tout coup. Elle reconnut que le coût du matériel à remplacer n'est pas un problème : le problème ce serait les manipulations trop nombreuses pour l'activité du service : elle refusa de recon-

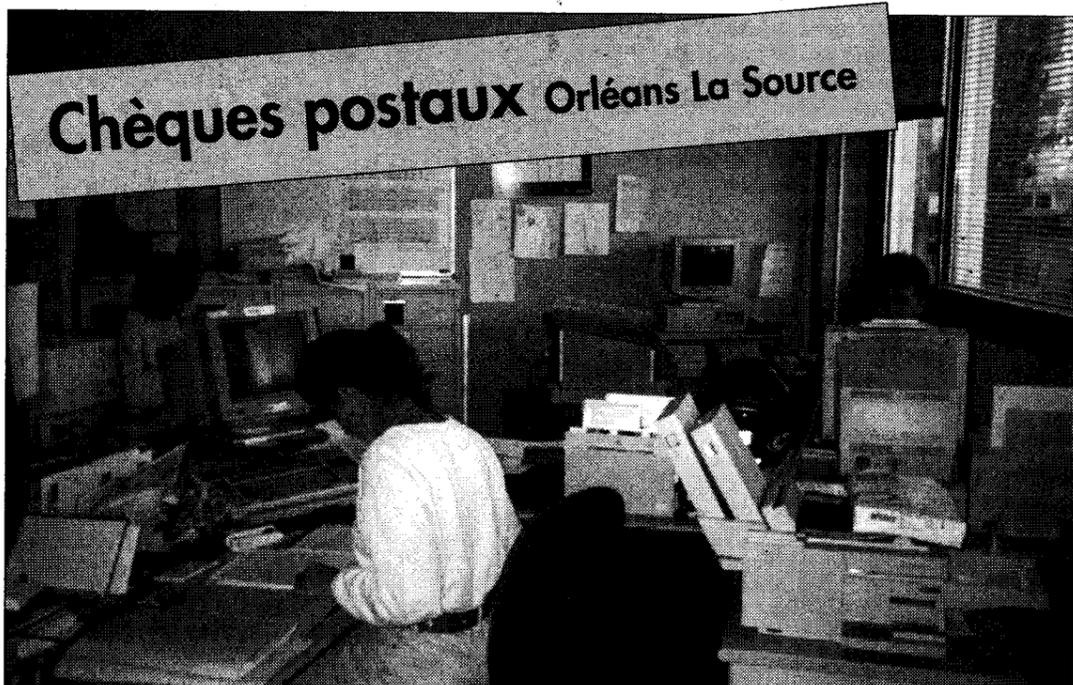
naître les difficultés liées à la pathologie psychiatrique des patients. Pour essayer de gagner du temps, elle a proposé qu'un «groupe de travail» planche sur le problème : groupe composé de médecins, membres de la direction, personnel de la radio et représentants du reste du personnel.

Le personnel rassemblé était plutôt pour que des représentants du personnel y aillent pour «voir ce qu'il s'y dit». Mais beaucoup pensent qu'il ne faut avoir aucune illusion sur les résul-

tats d'un tel «groupe». C'est en nous mobilisant que nous avons commencé à faire reculer la direction, qui voulait carrément envoyer les patients passer leurs examens dans une clinique privée en y détachant les manips d'Esquirol. Pour le plus grand profit de la clinique qui aurait eu la clientèle d'Esquirol, le personnel payé par l'hôpital public !

Alors, pour lui faire ravalier définitivement ses projets, il ne faut donc compter que sur notre mobilisation !

Correspondant LO



# DES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI SE DÉGRADENT D'ANNÉE EN ANNÉE

Au centre de Chèques postaux de La Source, près d'Orléans, cela fait plusieurs semaines qu'un grand ras-le-bol s'exprime dans les services, plus particulièrement sur ce qu'on appelle les Modules.

Le centre compte actuellement 2 450 employés. Jusqu'à fin 1997, nous étions 2 700. Depuis maintenant cinq ans, La Poste réorganise les centres de Chèques postaux dans le but de supprimer des emplois. Les organisations syndicales ont avancé le chiffre de 12 000 emplois en moins d'ici l'an 2000. Comme dans tous les services de La Poste, les départs en retraite ne sont pas remplacés. En plus de supprimer des emplois, la direction de La Poste ouvre de nouveaux centres en province, de taille réduite, afin de supprimer les grosses concentrations de personnel.

Pour arriver à mettre en place cette organisation, La Source a été désignée comme centre de transit. Il y a eu ces dernières années un transfert d'activités et de personnel venant de Paris. Maintenant l'activité diminue à La Source pour des transferts vers Bordeaux, Nantes, Limoges et Clermont-Ferrand. Il découle de cette organisation une belle pagaille. Les dossiers des clients arrivent ou repartent sans que les transferts de personnel concordent.

En avril et mai, cela a été le pompon. Le service informatique était incapable de suivre cette nouvelle organisation. Des erreurs sans précédent se sont

accumulées sur les comptes des clients. Les chèques partis de Paris mettaient 15 jours, 3 semaines avant d'arriver sur les comptes.

Toute la journée, sur les Modules, c'est une cacophonie de téléphones, dans des conditions déplorables. Nous ne disposons pas d'un écran chacun, par contre nous avons tous et toutes un téléphone sur notre bureau. Nous devons tout faire : répondre au téléphone, traiter les réclamations et assumer le travail du jour. Dans ces conditions, nous sommes incapables de faire face aux réclamations. Il faut dire que la direction dans ce genre de situation ne prend aucune mesure favorable à l'égard des clients. La majorité d'entre eux sont souvent des intérimaires qui attendent leur chèque de paye. On comprend leur colère vis-à-vis des Chèques postaux.

Ces dernières semaines, beaucoup d'employés ont craqué. Le médecin et les infirmières ont dénoncé, au dernier CHSCT (Comité d'Hygiène et Sécurité et des Conditions de Travail) cet état de fait. Ils se sont inquiétés du stress permanent que subissaient les employés, notamment des femmes qui ont toutes accompli en moyenne 25 à 30 ans de travail.

Pendant ce temps, les grands chefs se réunissent et parlent

chiffres. Leur seul souci est de nous inciter à faire du commercial. Nous avons tous les « objectifs commerciaux » qui nous ont été fixés lors d'entretiens individuels avec la petite maîtrise...

Autant dire que cela ne passe pas. Aussi, lorsque des chefs se permettent de nous faire des réflexions, cela explose. Sur certains Modules, nous avons envoyé balader vertement les chefs qui osaient nous convoquer. Le directeur, qui a lui aussi senti la tension qui montait, a transmis un rapport à la direction générale, signalant tous les dysfonctionnements du centre en avril et mai. Ce qui l'inquiète, c'est que « tous ces problèmes pèsent sur le climat social ». En résumé, « si ça pète, je vous avais prévenu ». Il a même réuni ses cadres pour leur conseiller « d'avoir une certaine souplesse », et a annoncé que nous pourrions partir plus nombreux en congés le 13 juillet. Mais sa carrière doit l'inquiéter plus que le manque d'effectifs.

En tout cas, il a suffi de montrer un peu les dents pour que ces messieurs se calment, au moins provisoirement. Tout le monde l'a ressenti. À force de provoquer, de réduire les effectifs, ils peuvent effectivement craindre que notre colère s'exprime réellement.

Correspondant LO

## Caisses d'épargne

# GRÈVE CHEZ L'ÉCUREUIL

Jeudi 25 juin, environ 70 % des 33 000 salariés du réseau des caisses d'épargne de l'Écureuil ont répondu au mot d'ordre de grève de plusieurs syndicats contre le projet gouvernemental de « privatisation ». Trois mille manifestants venus de toute la France ont défilé de Montparnasse aux Invalides, avec un arrêt prolongé à proximité de Matignon.

Le gouvernement, par son ministre des Finances Strauss-Khan, vient en effet de déposer un projet de loi tendant à « privatiser » les caisses d'épargne, et à ponctionner au passage 8,5 milliards de francs sur leurs excédents accumulés pour équilibrer le budget de l'État en 1998.

Les salariés de l'Écureuil ont de sérieuses raisons de s'inquiéter. La « privatisation » consisterait à donner des propriétaires à des entreprises qui jusque-là s'en passaient fort bien. Les caisses d'épargne ont été créées au début du XIX<sup>e</sup> siècle par de riches philanthropes, pour encourager les ouvriers à découvrir les vertus de la prévoyance et les détourner ainsi du cabaret, et surtout du socialisme.

Les caisses d'épargne, depuis, ont fait de l'argent avec celui de leurs clients. Souvenir juridique de ces origines philanthropiques, elles sont toujours aujourd'hui « sans but lucratif », n'appartiennent à personne, et ne versent de dividendes à aucun actionnaire. Mais il y a longtemps que les 20 milliards de francs que représentent en capital les caisses d'épargne (trois fois plus en excédents cumulés appelés « trésor de guerre » et trente fois plus en fonds collectés) attirent les convoitises.

Le projet de loi entend donc remédier à cette anomalie et satisfaire les appétits, en donnant aux caisses d'épargne les propriétaires qui, selon les « socialistes » Strauss-Khan et Jospin, leur manqueraient ! Ces propriétaires seront particulièrement intéressés à faire fructifier leur capital au détriment, n'en doutons pas, de la masse salariale. Ils devraient être ainsi, espère-t-on en haut lieu, les fers de lance de la rentabilisation du personnel, dont les salaires, justement, sont traditionnellement jugés trop élevés !

Pour faciliter cette rentabilisation, le projet gouvernemental remettrait en cause également le statut du personnel des caisses d'épargne, dont le contenu est particulièrement avantageux. À cela se greffe la remise en cause d'un système de retraite propre aux salariés des caisses d'épargne, que les employeurs jugent trop onéreux.

L'avenir n'est donc pas rose pour les salariés de l'Écureuil. Le cortège dynamique et coloré du 25 juin traduisait notre opposition à ces projets et une absence d'illusions sur ce qu'il convient d'attendre d'un gouvernement de gauche.

La manifestation marqua deux arrêts prolongés : le premier devant le siège du CENCEP (chambre syndicale patronale des caisses d'épargne), avec envahissement des jardins de leur magnifique hôtel particulier, et incidents avec quelques CRS à la grenade lacrymogène trop facile ; le second eut lieu à quelques pâtés de maison de l'hôtel Matignon, bien gardé, où le slogan le plus repris était : « La droite en a rêvé, la gauche le fait », en référence à un précédent projet de réforme des caisses d'épargne du gouvernement... Juppé !

Correspondant LO

## Nettoyage GSF à Aluminium- Dunkerque

### DEUXIÈME SEMINE DE GRÈVE POUR LES SALAIRES

À Pêchiney Aluminium-Dunkerque, la grève des 21 travailleurs de l'entreprise de nettoyage GSF (voir LO n° 1563) continue. Suite au jugement de référé du tribunal de Dunkerque qui donnait raison aux grévistes, la direction GSF a fait appel auprès de la cour d'appel de Douai. Et elle en a profité pour annuler une réunion de négociations prévue le vendredi 26 juin.

Ce jour-là, treize grévistes ont accompagné le secrétaire du syndicat CGT à Douai. Lundi 29 au soir, le jugement de la cour d'appel donnait raison à la direction et faisait défense au secrétaire du syndicat CGT d'Aluminium-Dunkerque d'interdire le libre accès sur le site Pêchiney aux salariés de GSF-Pluton « sous peine d'astreinte de 300 F par infraction constatée ». Malgré consolation puisque les patrons demandaient 5 000 F. Mais la cour d'appel n'a pas voulu prendre en compte le fait que les non-grévistes venaient d'autres sites d'entretien pour remplacer les grévistes.

Cela n'a pas entamé la détermination des grévistes puisque, ce même lundi en fin d'après-midi, ils ont refusé l'entrée du site à un non-gréviste venant du chantier d'Auchan.

Pour tenter de faire pression sur les grévistes, le directeur n'a pas versé les acomptes des salaires. Mais encore une fois, cela n'impressionne personne.

Une nouvelle réunion de négociations était prévue mercredi 1<sup>er</sup> juillet. Les grévistes attendent que la direction s'engage par écrit sur le paiement des jours fériés travaillés compensés à 100 % ; le passage des contrats de 27 à 35 heures ; la prime de salissure de 150 F par mois ; la prime de transport de 15 F par jour ; le paiement des jours de grève.

Correspondant LO

## Hispano Colombes et Bois-Colombes - Hauts-de-Seine

# UN REcul NON-NÉGLIGEABLE

Les travailleurs d'Hispano à Colombes et Bois-Colombes en banlieue parisienne, en grève depuis le lundi 15 juin contre des restructurations voulues par la direction, ont repris le travail le mardi 23 juin. Cette usine, filiale du groupe SNECMA, déménage depuis plus d'un an maintenant de Bois-Colombes vers Colombes, dans des ateliers initialement occupés par la SNECMA. La direction s'était engagée à ne pas procéder à des mutations arbitraires ou pire à des licenciements lors des différentes phases de relocalisation à Colombes...

La grève a démarré lorsque la direction d'Hispano annonçait un plan de suppression de 71 postes, la mutation à l'usine SNECMA-Villaroche de 50 ouvriers et l'installation de 130 autres encore dans un atelier anciennement occupé, lui, par Alcatel à Bezons sur des terrains voués à être vendus dans les deux ans.

La grève était massivement suivie malgré le peu d'enthousiasme de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO à l'impulser... Cette même intersyndicale tenta sans succès de faire reprendre le travail le jeudi 18 juin, après avoir négocié avec la direction un protocole de fin de conflit ne s'enga-

geant sur rien si ce n'est la levée des sanctions contre les travailleurs qui avaient refusé de valider leur production par un système dit des « tampons ».

Lundi 22 juin la grève était massivement reconduite par plus de 300 travailleurs présents à l'assemblée générale. La CGT expliqua qu'il fallait créer un collectif pour organiser... des collectes. Bien des travailleurs pensaient pourtant qu'il fallait renouer le contact avec les travailleurs de la SNECMA-Gennevilliers, usine mitoyenne, et faire ainsi pression contre le vrai patron d'Hispano, à savoir la SNECMA. La semaine précédente deux

cents travailleurs étaient venus rendre « visite » aux travailleurs de la SNECMA et l'accueil avait été chaleureux.

L'initiative n'eut pas vraiment le temps d'être reprise et organisée. Le mardi 23 juin la direction d'Hispano proposait un nouveau protocole d'accord dans lequel elle s'engageait à ne procéder à aucun licenciement (menace qui pesait avec la suppression des 71 postes), à introduire la notion de volontariat en ce qui concerne les mutations, et à lever toutes les sanctions qui avaient été envisagées.

Devant ces engagements, les travailleurs d'Hispano ont décidé la reprise du travail. Ils ont conscience d'avoir fait reculer la direction et le sentiment de lui avoir arraché des concessions. Et outre la satisfaction d'avoir obtenu ce recul, bien des contacts ont été noués entre les grévistes d'Hispano et les travailleurs de la SNECMA-Gennevilliers. Et cela est aussi pour l'avenir un acquis non négligeable.

Correspondant LO

## ELM Leblanc Drancy - Seine-Saint-Denis

# LES 35 HEURES : ARNAQUE EN GROS

Les derniers décrets d'application sur la loi d'orientation et d'incitation aux 35 heures sont en ce moment promulgués. Mais dans certaines entreprises, le patron n'a pas attendu pour engager les « négociations » que tout soit bouclé par le gouvernement. C'est le cas dans le groupe Bosch, une multinationale implantée aussi bien dans les pièces pour voitures que dans la téléphonie ou l'électroménager.

Dans le groupe Bosch, une première réunion a eu lieu dès le début du mois de juin au niveau central entre patronat et syndicats, pour fixer le cadre de la négociation qui devrait s'ouvrir ensuite dans chaque entreprise. Puis à ELM-Leblanc, filiale du groupe qui fabrique des chaudières murales à gaz, la première rencontre pour « négocier » les 35 heures s'est tenue le 23 juin.

Au cours de cette rencontre, la direction a mis d'entrée les points sur les i. Bien sûr, elle veut négocier le passage aux 35 heures... mais à ses conditions. Pour les salaires elle entend les baisser de 10,5 %, rien que cela. A ELM, les salaires sont déjà bas : aux

alentours de 7 000 F net pour un OS avec de l'ancienneté. Alors une telle proposition de baisse de salaire a fait hurler dans les ateliers. Baisser les salaires est l'ambition du patron qui depuis plusieurs mois va répétant, de réunion en réunion, que les prix de vente des chaudières sont supérieurs à ceux des concurrents !

Pour ce qui est du temps de travail, la direction veut imposer la flexibilité quotidienne et hebdomadaire en plus de l'annualisation. C'est une vieille idée à ELM que les différentes directions qui se sont succédées à la tête de l'usine ont essayé d'imposer depuis 1993. Pendant un moment d'ailleurs, la direction avait en partie réussi à nous imposer de faire une semaine 35 heures... et l'autre 42 heures. Cela, c'était au début, puisqu'après elle voulait que l'on fasse 42 heures toutes les semaines ! Avec la nouvelle loi sur les 35 heures elle veut récidiver et même aggraver les choses mais cette fois... avec l'aval du gouvernement !

Pour ce qui est de l'emploi, la direction a déclaré que chez les concurrents, il y avait le même effectif, mais qu'on

produisait deux fois plus de chaudières qu'ELM. Sans parler de licenciements, la direction agite tout de même la menace... En ce qui concerne les syndicats, il y a d'une part ceux qui veulent négocier et accepter une certaine flexibilité, voire des pertes de salaire « pour s'adapter » comme FO, la CFDT ou la CFTC, et d'autre part la CGT traitée de bornée parce qu'elle refuse de négocier sur le dos des travailleurs.

On en est là pour le moment ; mais la direction a en apparence envie que cela aille vite. Elle proposait une réunion de négociation tous les 15 jours. Elle avait oublié dans son élan les vacances des négociateurs et les élections syndicales début octobre !

Les 35 heures ont été présentées par le gouvernement comme une avancée pour les travailleurs. Les syndicats ont été dans le même sens parlant de « point d'appui », etc. En fait, ces 35 heures, comme le montrent ces premières rencontres, ne sont ni plus ni moins qu'une escroquerie contre les travailleurs.

Correspondant LO

**France Glaces Findus**  
Beauvais

## FLEXIBILITÉ

France Glaces Findus, filiale de Nestlé, emploie 1 300 salariés à Beauvais. Cinq cents d'entre eux fabriquent les crèmes glacées Gervais, les autres sont affectés aux Surgelés Findus. L'entreprise a toujours connu une activité saisonnière, avec des horaires de travail renforcés pendant la première moitié de l'année. Mais depuis quelques années, la flexibilité s'est considérablement accrue, au point qu'il n'y a pratiquement plus aucun calendrier ni horaire de travail prévisibles. Et la direction des Crèmes Glacées vient d'en remettre une louche !

En effet, la direction a décidé de prolonger jusqu'à la mi-juillet le travail du samedi, initialement prévu jusqu'à la fin juin, afin de faire tourner en continu les lignes fabriquant les produits les plus demandés (qui travaillent déjà de nuit). Elle y ajoute le 14 juillet travaillé, et demande en plus des volontaires pour quatre dimanches et les deux derniers samedis de juillet.

Les dimanches sont prévus en deux équipes de six heures, de manière à ce que la production s'arrête à 18 heures, et que les lignes concernées puissent être nettoyées au moins une fois par semaine ! Dans un premier temps, la direction avait proposé de payer ces dimanches à 150 %, mais elle a quand même dû passer à 175 %, vu le peu d'empressement du personnel à se porter volontaire !

La raison immédiate de ce travail supplémentaire est un afflux imprévu de commandes lié au beau temps. Il y a encore

## À OUTRANCE

quelques années, FGF, comme ses fournisseurs et ses clients, travaillait avec du stock. Aujourd'hui, ils sont tous à flux tendu. Le moindre aléa de la météo prend au dépourvu tout ce beau monde, qui honore ses commandes et satisfait ses clients en mettant la pression sur les salariés.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que FGF exerce cette pression en direction d'une flexibilité toujours accrue. Dans le premier semestre de chaque année, c'est le travail du samedi, les horaires d'équipe constamment dépassés d'au moins une heure, le recours aux volontaires pour du travail de nuit, et, au dernier trimestre de l'année, on apure les comptes d'heures supplémentaires, en imposant des congés au personnel. En 1997 par exemple, les salariés des Crèmes Glacées

ont été en vacances obligatoires une semaine sur deux pendant un mois et demi, puis ont été priés de solder leurs congés payés avant la fin de l'année. Certains ont eu ainsi deux mois, voire plus, de congés mais découpés en tranches et non choisis !

Cette pression sur les travailleurs embauchés s'accompagne d'un recours systématique au travail à temps partiel, que ce soit en intérim ou en fixe. Aux Crèmes, depuis trois ans, il existe une équipe de relève, qui travaille 2 heures et demie le matin et autant le soir, pour faire tourner les lignes pendant les horaires de pause. Des intérimaires viennent travailler le lundi et le samedi, jours où les effectifs en fixe sont moitié moins nombreux. Parfois on les convoque un jour de plus par-ci, un jour de plus par-là. C'est complètement à la carte. En 1997, les Surgelés

ont créé une équipe réservée aux enfants du personnel, pour venir travailler en 2 fois 12 heures les samedis, dimanches et jours fériés, pour moins de 4 000 F par mois. Cette équipe a été baptisée par la direction, cela ne s'invente pas... SDF !

D'après le dernier bilan social de l'entreprise, la part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires de France Glaces Findus est passée de 19,8 % en 1993 à 14 % en 1997. Ce résultat a été obtenu par la baisse continue des effectifs (635 emplois de moins en cinq ans) et le recours systématique à la flexibilité.

FGF est à l'image de toutes les entreprises : c'est en nous exploitant toujours davantage qu'elles prospèrent.

Correspondant LO

**Sollac**  
Montataire - Oise

## 56 HEURES DE TRAVAIL PAR SEMAINE ÇA NE PASSE PLUS !

En juin 1997, la direction de SOLLAC-Montataire mettait en application un nouvel horaire à l'atelier de Galvanisation, où travaillent environ 300 personnes, qui consistait en une semaine de travail de sept jours sur sept soit 56 heures, suivie d'une journée de repos. Cela durait ainsi trois semaines, puis venaient douze jours de repos consécutifs.

Un tel rythme était un véritable recul, traduisant un exploitation accrue. Il fut vite contesté par l'ensemble du personnel de l'atelier qui considéraient ces semaines de travail comme un véritable enfer. Il avait pourtant reçu l'aval du syndicat CFDT. La direction prétextait qu'il y avait une grosse charge de travail, mais que cela ne devait être que du temporaire, juste onze mois ; le temps que dans une autre usine du groupe, une ligne de galvanisation soit mise en route et récupère la production faite à Montataire. En attendant, d'après la direction, il fallait accepter tous les sacrifices.

En mai dernier, la direction a reconnu que cet horaire, imposé depuis un an, était très dur. La CFDT a même parlé à cette occasion d'un horaire inhumain. Devant de tels aveux, chacun pensait que tout cela serait remis au placard. Eh bien pas du tout ! Finalement, après un mois de discussion à ce sujet, le verdict est tombé : l'horaire est reconduit pour encore onze mois !

Dès l'annonce de ce mauvais coup, les ouvriers des trois lignes de galvanisation ont arrêté le travail et il a fallu que la CFDT, signataire du nouvel accord, intervienne et mette tout son poids pour calmer le jeu. Au bout de deux heures de discussions orageuses avec les ouvriers, le travail reprenait...

Mais cet horaire reste en travers de la gorge de nombreux travailleurs, et on peut s'attendre à bien d'autres coups de colère.

Correspondant LO

**Alcatel**  
Colombes - Hauts-de-Seine

## SIX LICENCIEMENTS QUI NE PASSENT PAS !

Vendredi 27 juin à 9 h 30, environ 150 salariés d'Alcatel Business Systems à Colombes se sont retrouvés dans la rue piétonne pour protester contre le licenciement économique de plusieurs salariés.

Alcatel Business Systems est une des pièces maîtresses du groupe Alcatel qui, pour l'année 1997, vient d'annoncer 4,7 milliards de francs de bénéfice. Ce même groupe Alcatel vient d'ailleurs de voter à sa dernière assemblée d'actionnaires, le 18 juin dernier, une rallonge de 15 % des dividendes. Cela, bien évidemment, de façon tout à fait indépendante du cours de l'action qui, lui, a progressé d'environ 550 F, passant de 750 F à 1 300 F en un an, soit 73 % d'augmentation.

En novembre 1997, la direction d'Alcatel Business Systems présentait au Comité central d'entreprise un plan de regroupement à Illkirch, près de Strasbourg, de tout ce qui était administratif (comptabilité, administration des ventes, logistique...). Les 73 personnes travaillant dans ces fonctions dans les autres centres (Brest, Colombes, Laval) étaient incitées à suivre leur travail en Alsace. Mais, ajoutait alors la direction, « toutes les

ressources de l'Entreprise seront mobilisées autour des mesures d'accompagnement décrites afin d'assurer la mutation ou le reclassement du personnel concerné par ce projet et d'éviter les licenciements ».

Depuis des mois, la direction répétait imperturbablement que l'état des reclassements avançait normalement. Ce fut donc une mauvaise surprise lorsqu'à l'ordre du jour du Comité d'entreprise du 9 juin la direction déposait un projet de licenciement économique à l'encontre de six personnes. D'autant que depuis 3 mois, suite au « boom » sur les téléphones portables, la direction expliquait qu'elle avait besoin d'embaucher énormément. Un plan de 250 embauches était avancé, essentiellement des jeunes ingénieurs et cadres.

Que dans une société de 1 500 personnes qui se targue de vouloir embaucher de façon massive, on ne puisse pas reclasser six personnes paraissait alors un peu incroyable.

Cette attitude était dénoncée dans les tracts syndicaux. Un nouveau CE exceptionnel à l'initiative des élus était convoqué. Mais la direction répétait toujours la même chose, à savoir : « La plupart des possibilités de reclassements internes ont été explorées et exploitées. Malgré une démarche for-

tement incitative, les opportunités externes restent peu exploitées... ». En clair, les licenciements n'auraient que ce qu'ils méritent car ils n'auraient pas fait les efforts nécessaires !

Face à cette attitude méprisante, devant chacune des cantines du site, une pétition demandant le reclassement des personnes recueillait plus de 900 signatures. À l'heure du premier entretien préalable du vendredi 27 juin, les 150 personnes présentes pour protester contre ces licenciements et porter la pétition en délégation au directeur principal se trouvèrent face à une direction refusant de s'expliquer devant les 150 salariés. Une délégation plus restreinte d'une quinzaine de personnes fut alors élue pour aller témoigner de l'émoi de l'ensemble du personnel face à ces licenciements. Mais le discours officiel resta le même.

On en est donc là aujourd'hui. La direction pensait sans doute que tout cela se ferait sans remous. Mais ces licenciements « pour l'exemple », même si la direction se défend d'en vouloir aux personnes concernées, ne passent pas. Les salariés comprennent qu'Alcatel veut aller encore un peu plus loin dans ses restructurations à leurs dépens.

Correspondant LO

Il y a 60 ans

## LA DISSOLUTION

# DU PARTI COMMUNISTE POLONAIS

## PAR STALINE

En juin 1938, il y a soixante ans, la dissolution de fait du Parti Communiste polonais par l'Internationale Communiste dominée par les staliniens fut une illustration des dégâts considérables que le stalinisme avait causés au mouvement communiste.

Dans le cas du PC polonais l'appareil stalinien a été jusqu'à dissoudre complètement ce parti, qui était pourtant l'un des plus importants d'Europe orientale, en même temps qu'il dissolvait les PC hongrois, yougoslave, palestinien.

En réalité, l'appareil stalinien était responsable des mêmes dégâts dans toute l'Internationale, même quand les choses n'allaient pas jusque-là. Cela durait depuis 1924, date où au nom de la « bolchevisation » – terme qui comme toute la terminologie stalinienne était devenu un véritable contre-

sens – la bureaucratie stalinienne avait commencé à écarter systématiquement les éléments révolutionnaires, à former, sélectionner uniquement des hommes d'appareil capables essentiellement de lui obéir et d'oublier toute indépendance de pensée révolutionnaire.

Dans le cas du PC polonais, la bureaucratie se méfiait de ce PC, même stalinisé, car c'était un parti d'une certaine importance numérique, avec des militants rodés à la clandestinité, habitués aux coups, avec une certaine tradition héritée de toute leur histoire.

Par certains de ses militants, le PC polonais plongeait ses racines dans le parti bolchevik, et par d'autres dans la tradition héritée de Rosa Luxemburg, et ce sont sans doute ces traditions en elles-mêmes qui ont suffi à Staline pour le

suspecter d'être susceptible d'être influencé par les trotskystes.

En 1938, de plus, on était à la veille du pacte germano-soviétique. Or ce pacte, s'il allait être un coup pour tous les militants communistes de l'époque, en était un à plus forte raison pour les militants communistes de Pologne, puisqu'un des aspects essentiels de ce pacte était précisément le partage de la Pologne entre Hitler et Staline.

En avril 1936, un des dirigeants du PC, sur ordre de Staline, évoquait la présence d'agents du dictateur polonais Pilsudski dans le parti. En 1937, 1938, 1939, des dirigeants du PC polonais, présents ou rappelés en URSS, disparaissaient pour certains, étaient jugés et condamnés pour d'autres, y compris des fondateurs du Parti. 700 membres de moindre importance du PCP

présents en URSS, furent déportés entre 1937 et 1938. Petit à petit le PCP disparaissait de l'Internationale : le Secours Rouge (association d'entraide et de soutien des militants victimes de la répression, contrôlée par l'IC) cessa d'aider ses militants prisonniers. Enfin, fin juin 1938, un secrétaire régional de la région de Varsovie recevait un communiqué dissolvant le parti. Un an plus tard, au 8<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, il fut déclaré que des agents fascistes avaient réussi à prendre la direction du PCP.

Sur cette dissolution et sur ses conséquences, voici ce qu'écrivirent les militants trotskystes de l'époque. Ils étaient relativement nombreux autour du PCP, ce qui est sans doute aussi intervenu dans la décision de Staline. Ils s'adressèrent alors aux militants du PC par une lettre ouverte :

« Le PC polonais n'existe plus. Sa mort organisationnelle fut précédée il y a plusieurs années de sa mort politique. L'esprit de base de notre combat avec ce parti était l'émancipation des éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier de l'esclavage paralysant et démoralisant du stalinisme. Nous combattîmes pour sauver le plus grand nombre de militants du PCP. [...] Le PCP exista illégalement pendant 18 ans sous des conditions de terreur presque égales à celles existant dans les Balkans. La prison et les cellules de la police ont laissé beaucoup d'images horribles de torture et de mort. Personne ne peut compter le nombre de communistes morts de tuberculose, attrapée pendant les longues années de prison. Personne ne peut mesurer la profondeur des souffrances que la meilleure part du prolétariat et de l'intelligentsia polonaise a endurées pendant les

années où ils furent organisés dans ce parti, croyant aveuglément qu'il était leur seule arme.

Aujourd'hui, ces pages magnifiques du sacrifice révolutionnaire ont été effacées par le décret du Politburo stalinien. 18 ans de souffrance et de luttes dévoyées vers le pire. Des centaines de jeunes vies mortes pour rien. Nous savions cela même avant le décret de dissolution. « Nous n'avons plus besoin de vous », dit-il aux staliniens polonais. « Vous êtes un obstacle à nos nouveaux plans. Vous avez encore dans vos têtes quelques réminiscences de la tradition révolutionnaire et de ses idéaux, et cela sent le trotskysme contre-révolutionnaire. Nous avons de nouveaux buts, nous cherchons des gens nouveaux ».

Une section du Komintern ne peut exister qu'en tant qu'agent de la bureaucratie. Ses possibilités en tant qu'agent délimitent son utilité et son importance pour la clique stalinienne. En premier lieu,

la politique générale d'aile droite du stalinisme donne une possibilité pour l'action des partis dans des pays démocratiques. Là il peut entrer dans les blocs et les alliances avec certaines parties de la bourgeoisie. Mais qu'arrive-t-il quand il ne peut pas faire cela comme en Pologne ? [...] Le stalinisme est tombé dans un tel marécage de politique ultra-droitière que pour véhiculer cette politique de tricherie, il doit liquider même ce pauvre PCP comme son instrument. [...]

Qu'est-ce que la bureaucratie

staliniennne va construire à la place du PCP ? [...] Probablement une sorte quelconque d'« Amis de l'URSS » [...]. Plus probablement la section terroriste du GPU en Pologne se développera en parallèle. Entre autres choses, cela va être utilisé pour accentuer encore le combat contre le trotskysme, et ce ne sont pas de vaines menaces. [...] L'avenir du mouvement, camarades, dépend de vos intelligences, de votre courage et de votre clarté de pensée. Ensemble avec nous, hissions la bannière de Lénine, aujourd'hui piétinée dans la boue. [...]

Quand, au cours de la guerre, fut « créé » un nouveau PC polonais, qui n'avait plus rien à voir sur le plan militant avec l'ancien PC, ce fut avec des dirigeants tels que Bierut et Gomulka, ramenés en Pologne dans les fourgons de l'Armée Rouge, et sous l'étroite surveillance policière et bureaucratique de l'appareil stalinien. Quelques années plus tard, le nouveau PCP était porté au pouvoir par l'armée russe occupant la Pologne. Mais avant même qu'un régime se revendiquant du stalinisme exerce le pouvoir sur le dos de la classe ouvrière polonaise, le stalinisme l'avait désarmée politiquement.

Nelly MEYER

# L'ESCLAVE LIBRE

par Robert Penn Warren

**L'Esclave libre** de l'écrivain américain Robert Penn Warren a été écrit en 1955, mais ce roman vient seulement de paraître en français. Bien qu'il se déroule dans les États du sud des USA avant, pendant et après la guerre de Sécession, et qu'il ait pour héroïne une belle jeune fille au destin bouleversé, il se situe loin du célèbre *Autant en emporte le vent*.

La jeune Amanda Starr n'a pas connu sa mère, mais vit néanmoins une enfance choyée auprès de son père, planteur et propriétaire d'esclaves du Kentucky, jusqu'au jour où celui-ci meurt en laissant de lourdes dettes et pas de testament. Alors, le domaine va être vendu et le monde d'Amanda s'effondre : on lui fait brutalement découvrir que sa mère était une Noire esclave. Du coup, esclave elle-même, elle devient

propriété d'un créancier du domaine, qui la revendra...

Tel est le point de départ d'une histoire riche en péripéties – lesquelles nous emmènent même en Afrique, au passage – et qui offre une galerie de portraits très divers, des maîtres esclavagistes aux esclaves eux-mêmes, pris dans les événements de la guerre, des abolitionnistes d'inspiration religieuse aux officiers de l'armée nordiste, comme aux poli-

ticiens hypocrites et corrompus qui s'imposent après la capitulation des Confédérés.

Même si les rebondissements de l'histoire peuvent parfois paraître purement romanesques, ces portraits ne sont pas simplistes. Amanda elle-même n'est pas idéalisée. De sa jeunesse privilégiée et inconsciente, elle conserve longtemps des réflexes égoïstes, pour ne

pas dire racistes parfois. Bien qu'elle soit elle-même légalement considérée comme une « négresse », c'est une condition qu'elle ne parvient évidemment pas à assumer. Elle ne sait plus qui elle est et sombre dans la passivité.

Son sort, comme esclave, est certes loin d'être le pire : elle a la peau très claire, elle peut pas-

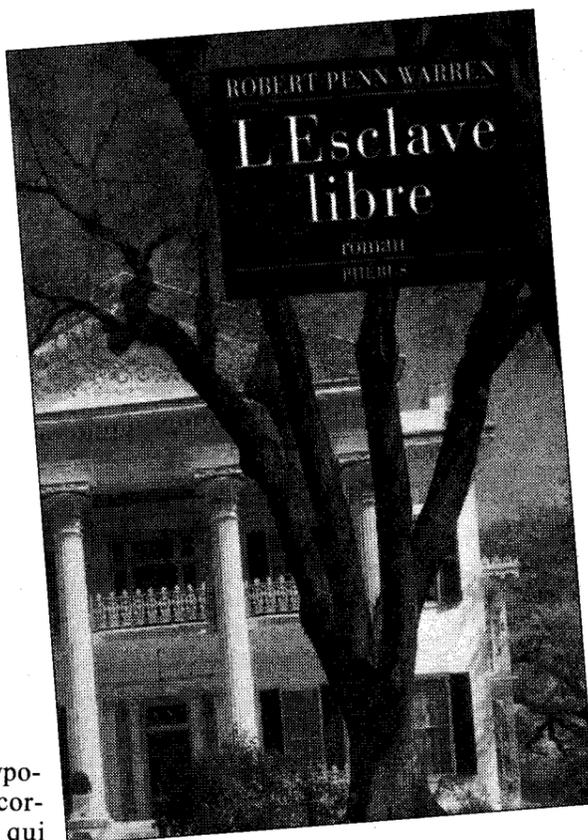
ser pour une Blanche quand elle a la liberté de ses mouvements. Elle finit par s'en tirer, en somme. Mais c'est en se débattant parmi des contradictions parfois insupportables, des malentendus perpétuels dans ses relations aussi bien avec les Noirs qu'avec les Blancs.

D'une façon générale, l'auteur s'attache à dépeindre les ambiguïtés, la mauvaise conscience des uns et des autres. Sur le plan individuel, familial par exemple, propriétaires d'esclaves et ex-trafiquants négriers ne sont pas uniquement des monstres, et de leur côté les anti-esclavagistes ne sont pas toujours reluisants, loin de là. Cela signifie nullement que l'auteur les renvoie dos à dos. Mais la société qui, après 1865, succéda à la société esclavagiste (pour laquelle il ne manifeste pas la moindre nostalgie) et les prétendus idéaux des dirigeants nordistes lui inspirent beaucoup d'amertume et de désenchantement.

*L'Esclave libre* est un bon gros roman, qui donne à réfléchir tout en étant souvent émouvant.

C. L. G.

*L'Esclave libre*, de Robert Penn Warren. Éditions Phébus – 475 pages – 149 F



Réédition

## LES DERNIERS

### TEMPS

de

Victor Serge

Ce roman de Victor Serge publié en 1951, quatre ans après la mort de l'auteur, fut rédigé en 1943-1945 pendant l'exil mexicain de Serge. Fuyant l'arrivée des troupes nazies en France, il avait eu la chance de faire partie de ceux qui avaient pu embarquer depuis Marseille.

Ce roman est largement consacré à décrire les dernières heures de la IIIe République, la période de l'Exode, et la fuite vers une hypothétique liberté d'anciens militants socialistes, anarchistes ou communistes de différentes nationalités, la plupart adversaires tout à la fois du nazisme et du stalinisme.

L'auteur observe aussi les changements de comportements qu'entraînent en France la défaite devant les troupes d'Hitler et les débuts de l'occupation.

Ancien militant anarchis-

te gagné à la Révolution russe, Serge choisit le camp de l'opposition de gauche trotskyste au moment de la montée du stalinisme. Il devait rompre avec Trotsky pendant la Révolution espa-

gnole. Observateur lucide de la dictature stalinienne, notamment dans ses romans *S'il est minuit dans le siècle* et *L'affaire Toulaev*, il fut comme bien des militants de sa génération le témoin des nombreuses défaites de la révolution prolétarienne, avec ou sans combats, à Berlin en

1933, à Vienne en 1934, à Barcelone en 1936-1937, à Paris en 1936-1938.

Ce roman met en scène toute une population de militants vaincus de cette génération, vieux militants russes, militants et militantes marxistes d'origine allemande ou autrichienne, combattants de la révolution espagnole, tous réfugiés en France à la fin des années trente et qui doivent fuir à nouveau.

Victor Serge qui avait connu bien des militants de cette génération, qui les avait accompagnés dans les victoires comme dans les défaites, était particulièrement bien placé pour les décrire et faire revivre leurs préoccupations, leurs discussions, leurs rêves. On y entrevoit le type de culture que pouvait avoir les militants de cette génération, comme ce marxiste allemand féru d'économie politique mais capable d'improviser une histoire raisonnée des monuments de Paris, de la cathédrale à la tour Eiffel.

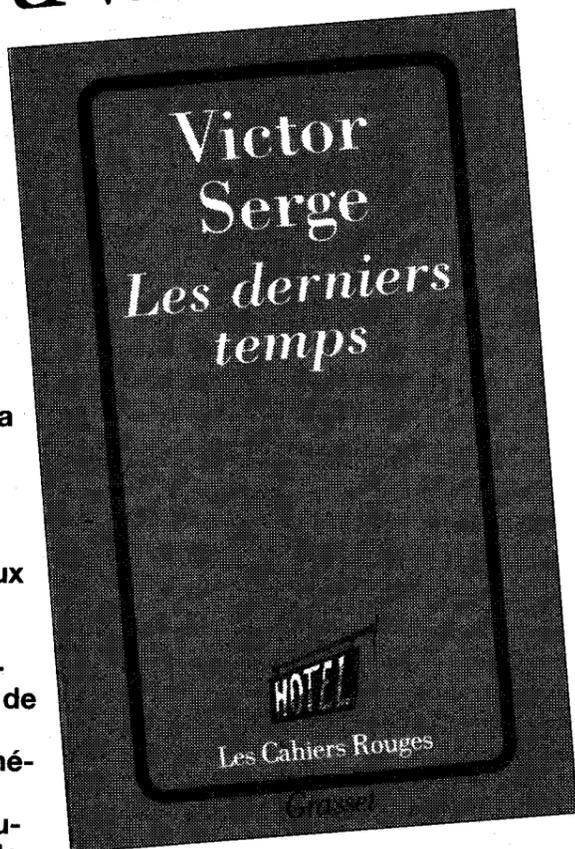
Si quelques-uns sont démoralisés, la plupart d'entre eux sont surtout déboussolés par l'enchaînement rapide des catastrophes, mais moins que quelques-uns des « Français moyens », ici mis en scène, qui commencent à réaliser bien

tard les conséquences que peuvent avoir pour eux la victoire d'Hitler, la trahison des Fronts populaires, l'échec de la révolution espagnole. Pour Serge, pas de doute, ceux d'en bas ont souvent eu une compréhension plus claire de ces événements que bien des bourgeois ou des petits bourgeois.

Cette peinture des « derniers temps », cette galerie de multiples portraits, addition de multiples drames individuels, tient une place de choix dans ce roman. A certaines de ses observations politiques, on constate aussi que l'auteur, s'il conservait un attachement fort pour les hommes et les femmes de sa génération, et particulièrement pour tous les combattants vaincus des révolutions trahies par les staliniens, avait lui aussi en grande partie perdu la boussole au moment où il rédigeait ce roman et ne croyait plus guère alors que le prolétariat puisse ouvrir une issue consciente à la Seconde Guerre mondiale ; son roman n'en reste pas moins un témoignage poignant.

Jacques FONTENOY

Victor Serge, *Les derniers temps*, collection *les Cahiers rouges*, éditions Grasset, 400 pages, 69 F.



Algérie

# L'ASSASSINAT DE MATOUB LOUNÈS ET LES CRAINTES DU POUVOIR

L'assassinat du chanteur algérien Matoub Lounès la semaine dernière a soulevé une vague d'émotion et de colère parmi la population algérienne, en particulier en Kabylie.

Revendiqué le mardi 30 juin par un responsable d'un groupe islamiste armé dissident du GIA, cet assassinat était prévisible. Matoub Lounès, enlevé il y a quatre ans par un commando puis relâché, risquait d'être exécuté à tout moment. Mais ce meurtre odieux montre une fois de plus que les groupes islamistes armés, même marginaux, même en régression, gardent un pouvoir de nuisance et constituent une menace pour la population. Une fois encore l'incapacité du pouvoir à régler le problème du terrorisme islamiste est manifeste. Et dans la Kabylie, où l'opposition au pouvoir central est ancienne, cet assassinat d'un chanteur, symbole de cette opposition à la fois au pouvoir dictatorial et aux islamistes, a suscité dans une partie de la population et de la jeunesse la révolte non seulement contre les islamistes mais aussi contre l'actuel gouvernement.

## Une révolte profonde

La vague de manifestations violentes à Tizi Ouzou et dans diverses villes de Kabylie où des jeunes ont mis à sac des édifices publics, des centres administratifs ou commerciaux, était sans doute le fait d'une minorité mais qui exprimait une émotion et une colère bien plus ample comme l'a montré la participation de personnes venues de loin, très loin parfois, à l'enterrement et la persistance des manifestations.

Et quelle que soit la dénonciation que nous faisons du pouvoir actuellement en place en Algérie, quelle que soit notre condamnation du mouvement islamiste, quelles que soient nos critiques vis-à-vis des partis d'opposition au régime actuel, nous ne pouvons oublier que l'impérialisme français est le principal responsable de la situation dramatique que connaît le peuple algérien. Car après avoir pillé l'Algérie pendant 130 ans de domination coloniale les représentants de cet impérialisme ont bien continué de lui imposer des diktats économiques.

L'assassinat de Matoub Lounès provoquera-t-il, de proche en proche, d'autres mouvements de révolte dans la population kabyle, ou même dans la population algérienne ? En tout cas le pouvoir le redoute et même si des affrontements

avec la police ont fait plusieurs morts, il a agi avec certaine prudence contre les manifestants. Il apparaît aussi que les deux partis d'opposition dont l'électorat se trouve en majorité dans la population kabyle, le FFS de Aït Ahmed et le RCD de Said Sadi, craignent un embrasement qui les déborderait. Et c'est sans doute en partie pour cela qu'en même temps qu'ils lancent des appels au calme, ces partis ont appelé à diverses manifestations dans le souci évident de ne pas se faire doubler par des mouvements spontanés ou par des groupes plus radicaux. Mais la multiplicité de leurs initiatives est un indice de la gravité d'une situation dont ils savent que le risque est que personne ne puisse la maîtriser.

Quant au gouvernement, il a visiblement conscience qu'il risque par ses maladresses de mettre le feu aux poudres à tout moment. Les vingt dernières années de l'histoire de l'Algérie ont été marquées par des crises graves dont les mouvements en Kabylie de 1980-1981 ne sont pas les moindres. Ces mouvements d'il y a près de vingt ans ont sans doute contribué à constituer une opposition laïque au pouvoir dictatorial du FLN, puis au pouvoir actuel. Les dirigeants politiques qui avaient pris alors la tête de ce mouvement se sont cependant bien gardés alors de lui donner un contenu social. Ils ont délibérément limité le problème à celui de la reconnaissance de la

langue berbère et de la mise en place de réformes démocratiques.

## La politique du RCD et du FFS

Aujourd'hui encore, le RCD et le FFS, actuellement dans

aussi explosif, si la moindre crise risque de déboucher sur une émeute qui peut faire contagion, c'est parce que la société algérienne vit sur une poudre engendrée par la misère qui règne dans les banlieues d'Alger, dans les villes kabyles, à Oran, à Annaba, et dans toutes les localités où vivent les classes pauvres. Des classes pauvres dont la jeunesse n'a plus l'espoir

sent ni avenir.

En Kabylie, une partie de cette jeunesse peut être tentée de s'engager dans la voie d'un nationalisme radical. Mais ce serait là aussi une impasse. Car dans les combats à mener aujourd'hui pour mettre en échec le pouvoir des militaires, pour faire reculer l'intégrisme et venir à bout des groupes armés, pour imposer le respect des droits démocratiques dont le droit à la reconnaissance de la langue berbère fait partie, les travailleurs, les chômeurs et l'ensemble de la jeunesse pauvre ont besoin de se retrouver au coude à coude, dans des combats qu'il leur faudra mener pour imposer, en Algérie aussi, une autre organisation de la société. Il leur faudra aussi pour ces combats, en Algérie aussi, un parti qui défende les intérêts économiques et politiques des pauvres et des exploités. Un parti qui n'hésite pas à dire qu'en Algérie l'avenir n'est du côté ni de la réaction religieuse, ni de l'exacerbation des nationalismes mais du côté de ceux qui veulent confier la direction de la société aux travailleurs, c'est-à-dire de ceux qui défendent les idées communistes.

Henriette MAUTHEY



Des milliers de personnes sont venues à Taorit Moussa, le village natal de Matoub Lounès, pour assister à son enterrement.

l'opposition au pouvoir mais rivaux et divisés sur la politique à mener vis-à-vis des partis islamistes, dénoncent la politique d'arabisation obligatoire destinée à ressouder l'alliance entre les dirigeants actuels de l'Algérie et les islamistes modérés associés au pouvoir. Mais ils se gardent bien de dénoncer la politique économique et sociale de l'État algérien qui aujourd'hui aggrave encore la misère des classes populaires en licenciant des dizaines de milliers d'ouvriers, en particulier dans tous les secteurs qu'il privatise. Ils se gardent bien de proposer aux travailleurs de Kabylie et d'ailleurs d'exiger que des mesures soient prises pour mettre fin à la baisse du niveau de vie, aux licenciements et au démantèlement de tous les services publics.

Or justement, si aujourd'hui le problème de l'arabisation est

de voir sa situation s'améliorer et d'avoir une vie décente, ni la possibilité même d'échapper à sa situation misérable et sans perspective en émigrant vers un pays plus riche. Une jeunesse qui oscille entre le désespoir et la révolte.

La population algérienne des classes pauvres a déjà fait l'expérience en 1980-1981, en 1986, en 1988 des réponses sanglantes que donne le pouvoir militaire à ses revendications politiques et sociales. Elle a aussi fait l'expérience du piège meurtrier et barbare que lui ont tendu les démagogues réactionnaires de l'ex-FIS. Elle a aussi pu mesurer l'impuissance des partis qui préconisent les réformes démocratiques, mais qui se refusent à mettre en avant des objectifs qui correspondent aux intérêts des travailleurs, des sans-emplois et des millions de jeunes à qui la société algérienne n'offre ni pré-

## Au sommaire de LUTTE DE CLASSE

n° 36 (juillet-août 1998)

- France  
Un an de gouvernement de la « gauche plurielle » : un bilan globalement négatif pour la population laborieuse
- Ex-URSS  
La Russie en proie aux crises
- Indonésie  
La chute de Suharto
- Grande-Bretagne  
La bureaucratie syndicale, le gouvernement Blair et les droits syndicaux
- Tribune de la minorité  
Révolte étudiante et populaire en Indonésie : avis de tempête sur l'Asie ?

Prix : 10 F  
Envoi contre 12 F en timbre